

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 20

LE LUNDI 2 FÉVRIER 2009

1,10 \$ + TAXES = 1,25 \$

Wal-Mart de Saint-Hyacinthe, dernier chapitre

FRANÇOIS DESJARDINS

Personne, probablement, ne croyait que cela serait si long, d'un côté comme de l'autre de la table des négociations. Mais les voici, quatre ans plus tard. À Saint-Hyacinthe, où les employés du magasin Wal-Mart se sont syndiqués en janvier 2005, un arbitre s'apprête à faire un geste potentiellement lourd de conséquences. Il s'apprête à imposer une convention collective.

Depuis novembre 2006, M^r Alain Corriveau, l'arbitre nommé par le ministère du Travail, écoute les arguments du syndicat et ceux de la direction, qui tentent chacun de l'influencer dans le bon sens. Un processus long et fastidieux qui s'est déroulé, pour l'essentiel, dans une toute petite salle de conférence d'un hôtel déprimant, en bordure de l'autoroute 20.

Si long, en fait, que les rencontres en face à face n'attiraient personne sauf les principaux intéressés. Lorsque je me rendais aux séances, j'étais seul avec l'arbitre, les avocats et les délégués syndicaux. L'ambiance? Un mélange difficile à décrire, composé à la fois d'un respect professionnel, mais aussi d'humour un peu railleur et de tension.

En décembre 2008, après les plaidoiries, l'arbitre a pris le dossier en délibéré. Plus personne ne parle, mais une chose est claire. La convention collective que M^r Corriveau est en train d'écrire ne sera rien de moins que la pirouette finale d'un numéro d'équilibriste: chacune des deux parties voudra la déconstruire pour dire qu'au fond, c'est elle qui a gagné. Pour le syndicat, elle pourrait servir de plateforme à d'autres magasins. Pour la direction, elle pourrait constituer l'argument ultime pour affirmer que le magasin n'atteint plus ses objectifs.

Depuis des années, des rumeurs nous annoncent la fin du

VOIR PAGE A 8: WAL-MART

LES STEELERS, DE JUSTESSE



GARY HERSHORN REUTERS

LE SECONDEUR James Harrison a réussi un retour d'interception de 100 verges, au cours de la première demie, du jamais vu dans l'histoire du Super Bowl. En battant les Cardinals de l'Arizona 27 à 23, hier, les Steelers de Pittsburgh ont été consacrés champions du XLIII^e Super Bowl à Tampa. C'est la sixième fois qu'ils remportent le match ultime. Le compte rendu du match au www.ledevoir.com.

La pénurie de médecins de famille ne se résorbera pas

Les universités peinent encore à attirer les étudiants

LISA-MARIE GERVAIS

Pour la troisième année consécutive, les universités du Québec pourraient ne pas pourvoir tous leurs postes de résidents en médecine familiale au terme du processus de sélection pour l'année 2009, dont le premier tour s'est terminé vendredi dernier. Au mieux, la pénurie d'omnipraticiens pourrait commencer à se résorber en 2010, croit le président de la Fédération médicale étudiante du Québec, Marc Beltempo.

«L'an passé, le gouvernement a décidé d'augmenter l'offre sans rien changer au marketing de la médecine de famille. On a eu des problèmes à "vendre" le programme», résume M. Beltempo. «Pour 2009, il n'y aura pas de changements majeurs, même si tout le monde met l'épaule à la roue. Ça prend un minimum de deux à trois ans pour avoir un impact sur les étudiants.» La directrice de programme de résidence au département de médecine familiale à l'Université de Montréal, Louise Authier, abonde en ce sens. «On ne pourra pas aller plus vite, il va falloir que tout le monde se mette dans la tête que ça va durer un certain temps», a-telle indiqué.

Pour pallier la crise, le gouvernement avait promis d'augmenter par décret le ratio de postes médecine familiale-médecine spécialisée. Il est actuellement de 45 %-55 % et passerait

à 50 %-50 % l'an prochain. Mais, selon Louise Authier, cela ne fera pas en sorte qu'il y aura plus de candidats intéressés par la médecine familiale. Elle déplore que le ministère de la Santé rejette toujours la balle dans le camp des universités. «On est vus comme les gros méchants de l'histoire», dit-elle. Le problème réside dans le manque d'intérêt pour la profession, croit-elle.

Le cabinet du ministre de la Santé a réitéré au *Devoir* ses intentions de rencontrer ce mois-ci les doyens des quatre facultés de médecine du Québec pour élaborer un plan d'action de revalorisation de la médecine de famille auprès des Québécois. Il n'y a toutefois pas de rencontre prévue à l'agenda avec le président de la Coalition des associations de médecins diplômés à l'étranger

(CAMDE), Comlan Amouzou, pour discuter du sort des médecins diplômés à l'étranger (MDE) qui, selon lui, font partie de la solution.

Un avis que ne partage pas Louise Authier qui, en collaboration avec ses deux homologues de l'Université de Sherbrooke et Laval, supervise et coordonne tout le processus de sélection des futurs médecins de famille. «Je regrette, mais ce n'est pas en admettant des médecins étrangers qu'on va régler le problème», laisse-t-elle tomber.

VOIR PAGE A 8: MÉDECINS

L'ENTREVUE

Sagesse gastronomique

Le célèbre critique Christian Millau prône un retour à l'authentique sur les tables du monde

On la croirait partie sur sa lancée avec son méli-mélo de chefs ultramédiatisés, sa flambée de cuisines moléculaires, ses sautés de créations salées tenant dans une cuillère et ses macédoines de livres de recettes et d'émissions télévisées. Erreur. La gastronomie avec un grand «G» semble être arrivée à un tournant de son existence, qui laisse présager un retour à l'authentique, estime le célèbre critique gastronomique et inventeur du concept de nouvelle cuisine, Christian Millau.

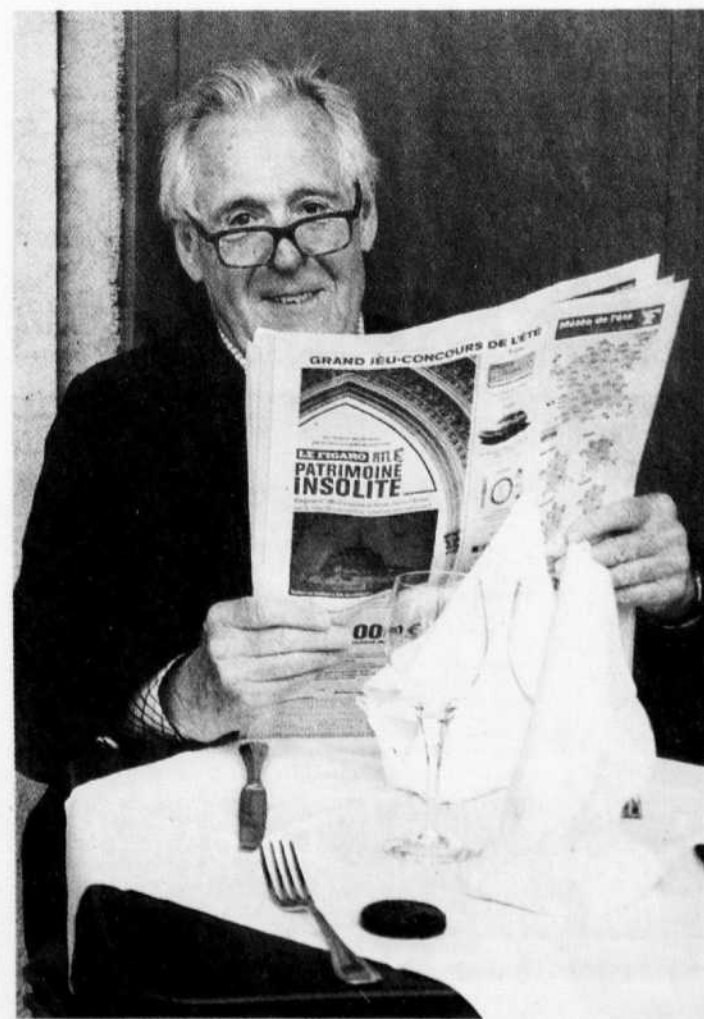
FABIEN DEGLISE

L'homme qui, avec son binôme Henri Gault, aujourd'hui décédé, a fait la pluie et le beau temps pendant plusieurs décennies sur la gastronomie, avec l'incontournable guide de restaurants *Gault-Millau*, n'y va pas par quatre chemins. «Il y a beaucoup de sagesse dans les peuples», lance à l'autre bout du fil celui qui vient tout juste de signer le *Dictionnaire amoureux de la gastronomie* (Plon). «Plus on gonfle des ballons par prétention et arrogance et plus la simplicité a des chances de remonter à la surface. On le sent en ce moment avec un retour au culte du produit [frais et du terroir], comme en Italie, plutôt qu'à la religion du faste et de la démesure. Et on ne peut que s'en réjouir.»

Les incertitudes du moment expliqueraient en partie ce changement de paradigme, estime Christian Millau qui, dans les décennies 60 et 70, a senti venir, avec Henri Gault, la révolution gastronomique. Ensemble, ils en ont tracé les contours théoriques et l'ont qualifiée de nouvelle cuisine, moins lourde, moins sclérosée, plus ouverte — autant sur le monde que sur les nouvelles techniques culinaires — et finalement en rupture avec la gastronomie traditionnelle où dominaient apparat et exagération. En résumé.

Or, 30 ans plus tard, cette quête de sincérité et de simplicité, fondement du renouveau gastronomique amorcé dans l'après-guerre, se fait toujours autant sentir, poursuit-il. «Avec la crise, on a besoin de renouveler nos forces autour de choses

VOIR PAGE A 8: MILLAU



Christian Millau

EDITIONS PLON



LARRY DOWNING REUTERS

JOHN MACARTHUR

Le cauchemar n'est pas fini

■ À lire en page B 2

INDEX



06
Annonces..... B 2
Avis publics..... B 6
Décès..... B 2
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Sudoku..... B 3
Télévision..... B 7

ACTUALITÉS

Briseurs de grève: le syndicat des journalistes du JdM prépare une preuve

Jean Charest demande à ses ministres de ne pas accorder d'entrevues au *Journal de Montréal*

CAROLINE MONTPETIT

Le Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* prépare une preuve pour affronter son employeur devant la Commission des relations de travail au sujet de l'usage de briseurs de grève depuis le début du lock-out.

Le président du syndicat, M. Raynald Leblanc, estime que la stratégie adoptée par la direction du *Journal de Montréal*, dans le cadre de ce lock-out, est exactement la même que celle utilisée par Québecor dans le conflit qui a sévi auparavant au *Journal de Québec*. Québecor a été blâmée par la Commission des relations de travail pour sa stratégie en matière de briseurs de grève, au cours du conflit du quotidien de Québec.

«Dans le cas du *Journal de Québec*, ils ont utilisé le même modus operandi, c'est-à-dire qu'ils ont commencé à prendre leurs distances avec *La Presse canadienne* quelques mois avant le lock-out», dit M. Leblanc. À l'automne dernier, la direction du *Journal de Montréal* créait pour sa part l'agence QMI, qui met en réseau les textes publiés sur Internet par différentes filiales de Québecor.

Dans le cas de Québec, cependant, la décision de la commissaire Myriam Bédard est surve-

nue après la fin du conflit de travail, et n'a donc pas eu d'impact sur son règlement. Au début du mois de janvier, Québecor a d'ailleurs demandé une révision judiciaire de cette décision de la Commission des relations de travail. Et selon M. Leblanc, il n'est pas certain qu'un commissaire de Montréal rende la même décision que Mme Bédard, dans le cas qui occupe *Le Journal de Montréal*, malgré la similarité des deux causes.

Par ailleurs, deux chroniqueurs du *Journal de Montréal*, l'ancien premier ministre du Québec Bernard Landry et l'abbé Raymond Gravel, ont annoncé au cours des derniers jours leur décision de ne plus publier dans ce quotidien. L'ancien animateur Gilles Proulx a aussi annoncé sa décision de ne plus collaborer avec *Le Journal*, après que la dernière des chroniques qu'il a déjà écrites pour le quotidien sera publiée. M. Landry a quant à lui expliqué avoir pris cette décision après avoir appris que *Le Journal de Montréal* avait déplacé plusieurs de ses activités, dont la mise en page, à Toronto.

«Le montage du journal se fait maintenant à Toronto, ce qui ne peut qu'enlever du travail à des gens d'ici et créer une dépendance à un secteur crucial. J'ai passé l'essentiel de ma vie à

contribuer à la création d'emplois et à la consolidation de notre vie culturelle. À mon très grand regret, je ne peux plus, dans ces conditions, continuer à publier ma chronique», a-t-il dit.

Jeudi dernier, selon le site Internet des syndiqués du *Journal de Montréal*, l'abbé Gravel a dit à l'animateur de radio Benoît Dutilleul qu'il signerait une dernière chronique dans *Le Journal* pour expliquer pourquoi il abandonnait sa collaboration. Selon Louis-Serge Houle, du service des communications de la CSN, le transfert des tâches à Toronto permet à Québecor de contourner la loi québécoise sur les briseurs de grève.

Hier, la chronique générale signée le dimanche par M^{re} Jean-Claude Turcotte était également absente du quotidien de la rue Frontenac.

Les chroniqueurs Jean-Philippe Darche, Daniel Green, Martin Brodeur et Jacques Demers ont déjà mis fin à leur collaboration pour les mêmes raisons.

Charest commente le conflit

Par ailleurs, Jean Charest a incité hier ses ministres à refuser de donner des entrevues au *Journal de Montréal*, en lock-out depuis une semaine. Mais son gouvernement n'entend pas expulser d'éventuels

briseurs de grève des conférences de presse.

«Il va falloir juger au cas par cas, mais on n'encourage pas les ministres à accepter ou à solliciter des entrevues», a déclaré le premier ministre aux journalistes à Davos, où il participait au 39^e Forum économique mondial. «En même temps, on va respecter les lois, et ça inclut l'accès que [Le Journal de Montréal] a à l'espace public», a ajouté M. Charest, qui a aussi évoqué la «liberté de presse».

«On est conscients du conflit et de l'impact que ça a sur notre vie et notre façon de travailler», a-t-il soutenu, avant de préciser que le mot d'ordre du gouvernement serait le même que lors du lock-out au *Journal de Québec*. Le comportement des ministres avait alors été, selon lui, «prudent» et «responsable».

Le ministre du Travail, David Whissell, a pourtant accordé en décembre 2007 une entrevue au *Journal de Québec*, alors en lock-out, ce que l'opposition avait dénoncé.

Le premier ministre n'a pas indiqué si la règle s'appliquerait à Ruefrontenac.com, la publication en ligne du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal*. «C'est du cas par cas», s'est-il borné à dire.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

Meurtre d'un agent correctionnel

Paul Fontaine est reconnu coupable

Le motard Paul Fontaine a été reconnu coupable, hier, du meurtre prémédité du gardien de prison Pierre Rondeau, survenu le 8 septembre 1997.

Dans un verdict unanime rendu au palais de justice de Montréal, le jury a aussi reconnu coupable le membre de l'organisation des Hells Angels pour le deuxième chef d'accusation de tentative de meurtre de l'agent Robert Corriveau.

Le jury était isolé depuis mardi.

Dans le premier cas, la peine obligatoire est la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans. Des observations sur la peine devront être faites concernant le deuxième chef d'accusation de tentative de meurtre. Une rencontre pour déterminer la date de ces observations doit se tenir vendredi.

Fontaine avait réussi à se soustraire aux recherches policières pendant six ans. Il avait finalement été arrêté en 2004, à Québec, où il vivait sous le nom de Jean Goyer.

Le principal témoin au procès de Fontaine est le délateur Stéphane Gagné. On peut facilement croire que la crédibilité à accorder à son témoignage a constitué le cœur des délibérations des jurés.

«Nous sommes très reconnaissants envers le jury pour cette décision qui nous lance le message que nous avons bien fait notre travail, a dit hier le procureur de la Couronne, Randall Richmond. La preuve était très forte, basée sur le témoignage de Stéphane Gagné. Il a maintenu sa position

durant 13 jours de contre-interrogatoire, et 84 autres témoins sont venus confirmer son témoignage sur différents éléments.»

Pas de commentaire

L'avocate de Paul Fontaine, Carole Beaucage, s'est refusée à tout commentaire.

La théorie de la Couronne est que Fontaine est l'un des tireurs et Stéphane Gagné, l'autre. Plus encore, la Couronne croit que l'agent Rondeau a été tué au hasard, dans le cadre d'un plan du chef des Hells Angels Nomads, Maurice Boucher, désireux de déstabiliser le système judiciaire et d'enrayer la délation en s'assurant le silence au sein de ses troupes.

Pierre Rondeau a été assassiné quelques mois après sa collègue Diane Lavigne. Robert Corriveau, qui se trouvait dans le même véhicule que son collègue Rondeau, a eu plus de chance et il a survécu à l'attentat. Le jour fatidique, les deux agents correctionnels s'en allaient chercher des détenus au centre de détention de Rivière-des-Prairies, comme tous les jours. Ce jour-là, le fourgon a été criblé de balles.

Par ailleurs, une troisième demande d'avortement du procès par la défense avait été rejetée peu avant l'annonce du verdict. La défense alléguait qu'un juré était entré en communication avec un constable spécial. Selon M^{re} Richmond, le juge a rencontré les deux parties et a déterminé que cela n'avait pas eu d'impact sur le travail des jurés.

La Presse canadienne

EN BREF

Contre un nouveau moratoire sur la morue

Îles de la Madeleine — L'Association québécoise de l'industrie de la pêche réclame des relevés indépendants d'évaluation du stock de morue dans ce qui est appelé la «zone 4-T», dans le sud du golfe du Saint-Laurent. Le président de l'association, Robert Langlois, a indiqué qu'il s'agissait d'une priorité, rappelant que son organisation s'oppose à l'imposition d'un nouveau moratoire sur l'espèce. Il en a fait part à la ministre fédérale des Pêches et des Océans, Gail Shea. Le ministre québécois des Pêcheries, Laurent Lessard, appuie la demande de l'association. Pêches et Océans Canada laisse planer la possibilité d'un nouveau moratoire en 2009, si aucun signe perceptible de rétablissement du stock

de morue n'est constaté.
— La Presse canadienne

Grippe aviaire: pourquoi?

Vancouver — Trois des quatre plus récentes éclosions de grippe aviaire au Canada sont survenues dans la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique, mais les experts ne peuvent toujours pas expliquer pourquoi le secteur semble être plus exposé au virus. Certains d'entre eux soulignent le fait que le secteur se situe dans la voie migratoire du Pacifique. Lors de la dernière éclosion, 60 000 dindes ont été abattues dans une ferme d'Abbotsford, la semaine dernière. Les analyses laissent croire que le virus ne s'est pas propagé à d'autres fermes à l'intérieur d'une zone de quarantaine de trois kilomètres carrés. — La Presse canadienne

SOIXANTE ANS D'OPPRESSION



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

QUELQUE 150 Tamouls ont participé hier à une manifestation dans l'arrondissement montréalais de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension afin de célébrer le 61^e anniversaire de l'indépendance du Sri Lanka (4 février 1948). «60 ans d'oppression», pouvait-on lire sur les affiches que brandissaient les manifestants opposés au gouvernement singhalais. Au même moment, les autorités sri-lankaises annonçaient l'expulsion de journalistes étrangers, d'organisations humanitaires et de diplomates, dont les écrits ou propos sont perçus comme favorables aux rebelles tamouls que l'armée affronte dans le nord de l'île.

Le CN acquiert le réseau d'EJ&E à Chicago

Chicago — La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a annoncé hier qu'une entente a été conclue pour l'achat du réseau Elgin, Joliet and Eastern Railway Company (EJ&E), ligne régionale à Chicago.

Le transporteur ferroviaire basé à Montréal, connu sous le nom de CN, a indiqué hier que l'entente fait suite à la date d'entrée en vigueur, le 23 janvier 2009, de la décision favorable à la transaction rendue par l'agence de réglementation ferroviaire américaine Surface Transportation Board.

En septembre 2007, CN a présenté une offre d'achat pour le réseau ferroviaire possédé

par le géant de l'acier U.S. Steel, qui l'a utilisé pour transporter de l'acier à partir de ses usines à Chicago. La transaction visait à aider le plus grand transporteur ferroviaire canadien à éviter les embouteillages de la circulation dans la région de Chicago, en expédiant des marchandises via une boucle de 300 kilomètres autour de Chicago vers Memphis et d'autres villes des États-Unis.

Le CN a indiqué hier qu'il commencerait maintenant une intégration planifiée et graduelle des lignes achetées avec ses propres actifs.

La Presse canadienne

Bataille des Plaines

Impératif français et la SSJB insatisfaits du mea-culpa de Juneau

MAGDALENE BOUTROS

L'organisme Impératif français et la Société Saint-Jean-Baptiste n'en démordent pas. Bien que le président de la Commission des champs de bataille nationaux, André Juneau, ait confirmé qu'il reverrait son approche pour souligner l'anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham, les deux organisations continuent de réclamer le retrait complet du gouvernement fédéral de ce délicat dossier.

Selon Jean-Paul Perreault, président d'Impératif français, il s'agit tout bonnement d'une provocation du gouvernement canadien à l'endroit des Québécois et des francophones d'Amérique du Nord.

Il ne demande rien de moins que l'annulation de toute forme de commémoration.

Les organisateurs se comportent comme des «prédateurs culturels» en voulant faire revivre aux Québécois un événement qui fut historiquement pénible, croit Jean-Pierre Perreault.

Il va jusqu'à réclamer des excuses publiques du premier ministre Stephen Harper, de la mi-

nistre responsable de la région de Québec, Josée Verner, et du ministre responsable du Patrimoine canadien, James Moore.

Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Mario Beaulieu, demande pour sa part au gouvernement fédéral de transférer les subventions à Québec qui pourra ensuite décider s'il est approprié ou non d'organiser une quelconque activité.

Le gouvernement canadien n'oserait jamais reconstituer une bataille contre des autochtones, croit-il. Il rappelle que la bataille des plaines d'Abraham a donné lieu à une défaite sanglante des Français et à 250 ans de répression.

Dans une entrevue publiée dans *Le Soleil* hier, André Juneau a révisé sa position en déclarant qu'un ton festif pour un événement douloureux n'était pas le bienvenu.

Il a admis que «l'angle choisi» pour commémorer la fin de la guerre de Sept Ans pouvait sous-entendre qu'il y aurait des célébrations, mais que cela n'avait pas sa place.

La Presse canadienne

NOUVEAU-BRUNSWICK

Une école devra recommencer à chanter l'O Canada

Springfield, Nouveau-Brunswick — Une école primaire au Nouveau-Brunswick a reçu l'ordre de recommencer à chanter quotidiennement l'*O Canada* avant le début des classes.

L'école primaire Belleisle, à Springfield, avait cessé de chanter l'hymne national en septembre 2007, après que deux familles eurent porté plainte contre cette procédure.

Le directeur de l'arrondissement scolaire 6 a dit qu'un déluge d'appels téléphoniques et de courriels reçus de partout au pays avait convaincu le conseil d'administration de l'école de

réintroduire le chant de l'hymne national.

Cette affaire a même fait son chemin jusqu'à la Chambre des communes la semaine dernière, lorsque le député du Nouveau-Brunswick Mike Allen a dit que l'abolition de l'hymne national était de la rectitude politique excessive.

Pour sa part, le directeur de l'école Belleisle, Erik Millett, a défendu la décision en faisant valoir que seulement quelques personnes s'étaient plaintes du changement.

La Presse canadienne

Destinations

PROFITEZ D'UN TARIF DE GROUPE DU 20 AU 27 FÉVRIER
1 799\$ / adulte - 1 739\$ / enfants de 13 à 17 ans - 1 359\$ / enfants de moins de 12 ans.
Jusqu'à 3 enfants acceptés dans les chambres

SENENSATORI AZUL RIVIERA MAYA
Du service de valet de plage personnalisé à la cuisine innovatrice, en passant par l'hébergement en suite de style contemporain et les options sur mesure comme l'accueil au champagne, un séjour au Sensatori Azul est l'expérience suprême. Situé dans la zone branchée de la Riviera Maya, cet hôtel 5 étoiles répondra à toutes vos attentes et vos désirs.

- Directement sur la plage
- À 25 minutes de l'aéroport international de Cancun
- À 35 minutes de Playa del Carmen
- À 35 minutes de Cancun

Voyages Fontainebleau
Permis 705725
Caroline Laviolette
Propriétaire 1682015
Caro@voyagesfontainebleau.com
450.433.4343

Club Med / Ixtapa
Hébergement de luxe
Tarif famille 2 adultes / 2 enfants
10500\$ taxes et cartes de membres incluses

Ces Prix comprennent:
• Trois somptueux repas dans un choix de style buffet
• Bar ouvert avec alcools de marque et boissons non-alcoolisées;
• Collations toute la journée;
• Un hébergement supérieur
• Pension complète avec boissons à discrétion à table (bière, vin, jus, boissons gazeuses)

Une multitude de sports terrestres et aquatiques (équipement haut de gamme et leçons incluses)
Des programmes pour les enfants, à partir de 4 ans, avec le mini Club Med;
Spectacles et divertissements tous les soirs;
Avec la portion aérienne: vol au départ de YUL, taxes et transferts.

Voyages Fontainebleau
Voyages Fontainebleau 75-110 boul. Des Châteaux, Blainville, Qc. J7B 2A4
T: 450.433.4343 caro@voyagesfontainebleau.com
Permis No. 168128

Club Med
TOUS LES BONHEURS DU MONDE

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez
Jean de Billy au 514-985-3456
jdebilly@ledevoir.com

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

Avantage Ignatieff



CHANTAL HÉBERT

S'il fallait chercher une confirmation des sondages qui montrent que Michael Ignatieff tire son parti vers le haut au Québec depuis son arrivée à la tête du PLC, on la trouverait dans la sortie véhémente de Gilles Duceppe contre son allié d'hier à l'occasion du conseil général du Bloc québécois de la fin de semaine.

Pendant les deux années au cours desquelles Stéphane Dion a occupé la même fonction, le chef bloquiste n'a jamais dépensé autant de salive pour le vilipender. Aux débats des chefs de la dernière campagne fédérale, on avait même assisté à l'émergence d'une certaine complicité entre les chefs libéral et bloquiste. Elle allait déboucher, quelques mois plus tard, sur une singulière alliance entre le père de la clarté référendaire et le chef souverainiste fédéral.

L'arrivée d'un leader libéral plus performant aurait modifié le rapport de force entre les formations fédérales dans n'importe quelles circonstances, mais celles, exceptionnelles, qui ont présidé à l'accession précipitée de Michael Ignatieff à la tête de son parti ont eu un effet accélérant.

◆ ◆ ◆ Dans les faits, Gilles Duceppe et Jack Layton viennent, malgré eux, d'être les organisateurs en chef de la lune de miel de leur adversaire libéral. Entre la prorogation du Parlement en décembre et son retour la semaine dernière, le chef du Bloc québécois et son collègue néodémocrate ont été piégés par leur projet de coalition. Tant qu'elle n'était pas officiellement enterrée, ils auraient été mal venus de tailler en pièces l'homme qui allait la diriger.

Pendant deux mois, ils ont plutôt amplifié l'idée que Michael Ignatieff était l'homme de la situation et télégraphié à leurs sympathisants le message que le remplacement des conservateurs par un gouvernement dirigé par le chef libéral éclipsait désormais toutes les autres priorités.

Depuis le ralliement de Michael Ignatieff au budget conservateur, Gilles Duceppe et Jack Layton mettent les bouchées doubles pour freiner une remontée libérale qu'ils ont alimentée. On assiste ainsi au spectacle, incongru, de partis d'opposition qui se pourfendent entre eux. Le NPD a même acheté du temps d'antenne pour attaquer les libéraux.

Jack Layton gaspille son argent. Selon un sondage de Strategic Counsel publié en fin de semaine par le *Globe and Mail*, la moitié des partisans néodémocrates sont d'accord avec l'adoption du budget Flaherty. Et les deux tiers des Canadiens croient que le Parti libéral a eu raison de l'appuyer.

◆ ◆ ◆ À l'échelle canadienne, les deux derniers mois ont anéanti des années de travail néodémocrate pour se substituer aux libéraux comme gouvernement de rechange aux conservateurs. À l'échelle québécoise, le message bloquiste selon lequel les deux principaux partis fédéraux constituent une menace égale pour les intérêts du Québec n'a jamais eu autant de plomb dans l'aile.

Avec ou sans coalition, l'idée, plus tenace que jamais, que seuls les libéraux puissent se substituer à Stephen Harper au pouvoir constitue un puissant atout pour leur formation.

Au Québec, la descente aux enfers des conservateurs, amorcée pendant la dernière campagne électorale, ne se dément pas. La semaine dernière, CROP y chiffrait les appuis conservateurs à 16 %, quinze points derrière les libéraux et à peu près à égalité avec le NPD. Selon Strategic Counsel, 83 % des Québécois font porter à Stephen Harper la responsabilité de la crise parlementaire.

Ce n'est pas parce que le début de la fin de gouvernements fédéraux successifs a souvent eu lieu au Québec qu'il faut en conclure que ce sera automatiquement le cas pour Stephen Harper. Le fait est, néanmoins, que son problème québécois s'assortit désormais d'une crise existentielle au sein du mouvement conservateur canadien.

La décision de nommer des conservateurs au Sénat plutôt que de continuer à attendre d'en faire élire, celle de renoncer à utiliser des votes de confiance pour faire passer les principaux éléments du credo conservateur et, finalement, la production d'un budget dépensier et déficitaire: toutes ces concessions, consenties par le gouvernement Harper pour se maintenir au pouvoir, ont traumatisé sa base militante.

À l'extérieur du Québec, ce sont souvent des conservateurs qui ont eu les mots les plus durs pour le budget Flaherty depuis la semaine dernière. Les plus durs sont les membres de l'aile pure et dure du parti, celle sur laquelle, justement, Stephen Harper a assis son pouvoir.

Alors qu'ils auraient dû célébrer la survie probable de leur gouvernement minoritaire mardi soir dernier, bien des conservateurs n'avaient pas le cœur à la fête. Plusieurs appréhendaient la démobilisation des forces vives de leur mouvement; certains affirmaient ouvertement que leur parti avait renoncé à trop de principes pour mériter d'être reconduit au pouvoir au prochain scrutin. Même ceux qui ne lançaient pas la pierre au premier ministre s'entendaient pour dire qu'il dirigeait désormais un gouvernement sans âme. En cent jours, Stephen Harper a perdu tout l'élan de sa récente victoire électorale.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Réorganisation d'envergure dans l'état-major de l'armée canadienne

Quatre des titulaires des sept postes les plus importants de la hiérarchie seraient remplacés, dont deux par des Québécois

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — L'état-major des Forces canadiennes subira de profonds changements dans les prochains mois. Pas moins de quatre des titulaires des sept postes les plus importants de l'armée seront remplacés au cours de l'année 2009.

Le patron de la Force aérienne, le chef de la Force maritime, le général chargé de la Force expéditionnaire (les missions à l'étranger, notamment l'Afghanistan) et le patron des opérations au Canada (Commandement Canada) seront remplacés dans une réorganisation rarement vue au quartier général de la Défense, à Ottawa. Deux Québécois occuperont des postes névralgiques.

«Plus de 50 % des postes qui changent de mains, c'est une grosse année», affirme au *Devoir* le lieutenant-colonel à la retraite Gilles Paradis, qui est maintenant analyste militaire.

Deux départs à la retraite expliquent partiellement ce remue-ménage, mais l'arrivée du général Walter Natynczyk à la tête des Forces canadiennes y est aussi pour quelque chose, selon Philippe Lagassé, spécialiste de la Défense à l'Université d'Ottawa et professeur adjoint au Collège royal militaire du Canada. «C'est normal qu'un nouveau chef d'état-major repense son équipe et mette en place les hommes avec qui il veut travailler», dit-il.

Gilles Paradis et Philippe Lagassé estiment que ces mutations importantes vont exiger un changement dans la machine militaire. «C'est beaucoup de changements en peu de temps, alors il va y avoir un impact. Les nouveaux hauts gradés ont chacun leur personnalité, alors, ça va jouer. Mais, en même temps, la vision des Forces est dictée par le général Natynczyk, qui reste en place. Ils font tous partie de la même équipe», affirme M. Lagassé.

Un Québécois lieutenant-général

Selon nos informations, un nom deviendra plus familier dans la province au cours des prochains mois, puisque le nouveau chef de la Force aérienne sera un Québécois. Le major-général André Deschamps (qui sera promu lieutenant-général) est originaire de Waterloo, dans les Cantons-de-l'Est. Après un court séjour au cégep de Granby, il a rejoint les Forces canadiennes en 1977. Il était chef d'état-major adjoint de la Force aérienne. «On le verra probablement plus au Québec que l'ancien



SOURCE FORCES CANADIENNES

Le major-général André Deschamps serait promu chef de la Force aérienne.

chef de la Force aérienne», soutient Gilles Paradis. André Deschamps remplacera le lieutenant-général Angus Watt, en poste seulement depuis deux ans, qui prendra sa retraite.

La Force maritime aura quant à elle un nouveau patron plus coloré et charismatique à sa tête, puisque le vice-amiral Dean McFadden prendra la relève sous peu du vice-amiral Drew Robertson, qui prend sa retraite. M. Robertson n'était pas une figure médiatique.

Le vice-amiral Dean McFadden était le patron de Commandement Canada, la section chargée de toutes les opérations domestiques au pays. Il était notamment responsable de préparer la sécurité des Jeux olympiques de Vancouver 2010 au sein de l'armée canadienne. Une tâche énorme qui sera assumée par le contre-amiral Bruce Donaldson, qui prendra la relève sous peu à Commandement Canada.

La mission en Afghanistan touchée

La mission des Forces canadiennes en Afghanistan sera également touchée par ce remanie-

ment hors de l'ordinaire, puisque le lieutenant-général Michel Gauthier ne dirigera plus la Force expéditionnaire, qui s'occupe de toutes les missions du Canada à l'étranger. Les raisons de son départ restent floues, puisqu'il ne reçoit pas de nouvelles affectations et ne prend pas sa retraite. Une rumeur à Ottawa veut qu'il soit nommé sous-ministre ou sous-ministre adjoint durant l'année 2009.

Sa conduite de la mission en Afghanistan ne faisait pas l'unanimité et pourrait aussi expliquer son départ. «Il était plus jovialiste que les autres sur la stratégie du Canada en Afghanistan. Alors que tout le monde reconnaît que ça ne va pas très bien et qu'il faut s'ajuster, il était encore très positif. C'est difficile de savoir vraiment les raisons de son départ, mais ça pourrait être une explication», affirme Philippe Lagassé.

Le lieutenant-général Gauthier sera remplacé par un Québécois, le major-général Marc Lessard, qui provient de l'armée de terre. Ce dernier a de l'expérience en Afghanistan, ayant dirigé en 2008 les forces de l'OTAN — 12 000 soldats de 11 pays — dans le sud de ce pays en guerre. Il devra notamment s'assurer dans les prochains mois que les Forces canadiennes s'adaptent bien à l'arrivée massive des soldats américains à Kandahar, alors que 7000 à 10 000 militaires des États-Unis débarqueront pour travailler avec le Canada en 2009. Marc Lessard a obtenu un diplôme en administration des affaires du Collège militaire royal de Saint-Jean, en 1978.

Selon le lieutenant-colonel à la retraite Gilles Paradis, le départ du lieutenant-général Gauthier ne devrait pas déstabiliser la mission en Afghanistan. «Le major-général Lessard a beaucoup d'expérience sur ce théâtre d'opérations, et je suis persuadé que la transition est en marche», dit-il, ajoutant toutefois que Marc Lessard aura une tâche colossale dans les trois prochaines années. «C'est lui qui devra planifier et exécuter le retrait des Forces canadiennes de Kandahar en 2011.»

Le chef d'état-major, Walter Natynczyk, le vice-chef d'état-major, Denis Rouleau, et le chef de l'armée de terre, Andrew Leslie, ne changent pas de fonction.

Le Devoir

Conseil général de Saint-Hyacinthe

Le Bloc québécois recentre son discours autour de la souveraineté

Gilles Duceppe cible les libéraux

KARINE FORTIN

Saint-Hyacinthe — Emboitant le pas à son grand frère de l'Assemblée nationale, le Bloc québécois a décidé de remettre la souveraineté au cœur de son discours après une accalmie de quelques années au cours desquelles il s'est surtout posé en défenseur des intérêts du Québec.

À l'instar de la péquiste Pauline Marois, le chef Gilles Duceppe estime qu'il est grand temps de recommencer à en débattre de cette option constitutionnelle sur la place publique.

«Notre projet est plus pertinent qu'il ne l'a jamais été. En 2008, les victoires du Bloc et du Parti québécois ont ramené l'espoir pour les souverainistes. À nous maintenant de traduire cet espoir dans l'action», a-t-il insisté samedi, en marge du conseil général de son parti à Saint-Hyacinthe.

Devant quelque 300 militants, M. Duceppe s'est même permis de dire que «les astres sont en train de s'aligner» pour la souveraineté, en dépit de la crise économique qui secoue actuellement le monde.

Le politicien reconnaît que l'élection d'un gouvernement fédéraliste majoritaire à Québec rend très improbable la tenue d'un référendum d'ici quatre ou cinq ans.

En faisant la promotion de leur projet dès maintenant, les bloquistes s'éloignent toutefois clairement du Parti libéral qu'ils étaient pourtant prêts à soutenir dans le cadre de la coalition des partis d'opposition formée en décembre. Avec l'arrivée de Michael Ignatieff, ces derniers s'imposent comme les principaux rivaux du Bloc au Québec.

D'après une enquête publiée la semaine dernière dans le



CHRIS WATTIE REUTERS

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, que l'on voit ici lors du débat sur le budget aux Communes, s'est livré samedi à une charge à fond de train contre le chef libéral, Michael Ignatieff, à l'occasion du conseil général de son parti à Saint-Hyacinthe.

quotidien *La Presse*, le Bloc est en effet le premier choix de 34 % des électeurs. Les libéraux les talonnent à 31 % des intentions de vote, et les conservateurs ferment la marche à 16 %.

Haro sur les libéraux

Gilles Duceppe a tenté de minimiser le phénomène en rappelant que tous les chefs libéraux — y compris Stéphane Dion — avaient vécu une lune de miel avec les électeurs dans les semaines suivant leur nomination.

Comme il l'avait fait au lendemain du dépôt du budget, Gilles Duceppe a d'ailleurs concentré ses tirs sur M. Ignatieff qu'il accuse d'avoir laissé tomber le Québec et qu'il place maintenant dans le même camp que les conservateurs de Stephen Harper.

À son avis, la décision des libéraux d'appuyer le budget de cette semaine fournit en effet une autre preuve de l'incapacité des partis fédéralistes à défendre adéquatement les intérêts du Québec.

«Pour ceux qui n'avaient pas encore remarqué, peu importe le parti au pouvoir à Ottawa, libéral ou conservateur, peu importe le chef à Ottawa, les intérêts et les valeurs du Canada passent toujours avant les valeurs et les intérêts du Québec», a-t-il fait valoir.

Devant quelque 300 militants de son parti réunis à Saint-Hyacinthe, le leader souverainiste a assimilé le remplaçant de Stéphane Dion à ses prédécesseurs fédéralistes et centralisateurs. Il a promis que son parti s'occuperait de «Michael» (Ignatieff) comme il s'est occupé de «Jean» (Chrétien) et de «Paul» (Martin).

M. Duceppe, que les commentateurs envoient à la retraite depuis des années, a demandé et obtenu le soutien quasi unanime des troupes qu'il mène depuis quinze ans. Il a obtenu l'appui de 94,8 % des militants lors d'un vote de confiance. La dernière fois, en octobre 2007, cet appui avait été de 95,4 %.

La Presse canadienne

Le New York Times louange Ignatieff

LEE-ANNE GOODMAN

Washington — Michael Ignatieff a attiré l'attention du quotidien *New York Times*, qui lui a consacré un article élogieux dans son édition d'hier, le décrivant comme un intellectuel passionné qui attend dans les coulisses avant de prendre le pouvoir.

Le journaliste Eric Konigsberg a écrit que l'ascension du chef du Parti libéral fédéral plaçait le Canada au seuil d'un moment peu commun, un retour, en quelque sorte, à l'époque de Pierre Elliott Trudeau.

L'article évoque l'éducation peu courante et la montée en puissance de M. Ignatieff, trois ans seulement après avoir fait son entrée dans le monde de la politique. «Son père, George Ignatieff, était un diplomate canadien, et ses grand-père et arrière-grand-père étaient des comtes qui ont été ministres au sein du gouvernement tsariste, peut-on lire dans l'article. Le frère de sa mère, George Grant, était un philosophe politique connu.»

L'article, paru en première page de la section «Mode et Style», a été repris par Gawker, un blogue à Manhattan consacré aux médias, qui s'est demandé: «Michael Ignatieff est-il le Barack Obama du Canada?»

Gawker a comparé M. Ignatieff au président américain, soulignant que les deux hommes avaient utilisé les technologies modernes pour établir un contact avec leurs sympathisants.

Michael Ignatieff, âgé de 61 ans, est membre des sites Internet de blogage Twitter et celui de réseautage personnel Facebook.

Mais les parallèles avec le président américain mettent le chef libéral mal à l'aise.

«Il n'y a qu'un [Barack] Obama», a-t-il déclaré.

En matière de discipline dans le message véhiculé et de reconstruction de son parti, Michael Ignatieff a fait siennes certaines des tactiques employées par son rival, Stephen Harper. Il a dit aux membres de son caucus qu'ils devaient parler d'une seule voix: la sienne.

Sur le plan politique, le journaliste du *New York Times* avance que les prises de position de M. Ignatieff sont diamétralement opposées à celles du président des États-Unis. Le quotidien rappelle notamment que le chef libéral avait appuyé la guerre en Irak.

L'article du *New York Times* mentionne également que le prochain livre de M. Ignatieff, *Terre de nos aïeux, quatre générations à la recherche du Canada*, paraîtra à la fin d'avril.

Michael Ignatieff a dit au quotidien new-yorkais que son ouvrage parlait d'une préoccupation partagée au Canada, soit la relation avec les États-Unis, pays qui a été le sien durant cinq ans.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Semaine de prévention du suicide

Le suicide des personnes âgées mériterait plus d'attention de Québec

MARCO
BÉLAIR-CIRINO

À l'occasion du lancement de la 19^e Semaine de prévention du suicide, l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) demande à la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, de donner le coup d'envoi d'une vaste campagne gouvernementale de sensibilisation — comme celles menées récemment par la Société d'assurance automobile du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité du travail — afin que les Québécois saisissent toute l'ampleur de la problématique du suicide chez les personnes âgées de 50 ans ou plus.

Parmi les personnes qui se suicident, près de quatre personnes sur dix sont âgées de 50 ans ou plus, martèle l'AQRP. Des 1136 personnes qui ont mis fin à leurs jours en 2006, 453 personnes avaient 50 ans ou plus. «*Il y a un mythe qui perdure. C'est de croire que le suicide, c'est moins grave chez les gens âgés que chez les plus jeunes*», a dit le directeur général de l'AQRP, Luc Valierand. *«Ca prendrait une campagne d'envergure avec beaucoup d'intensité dans l'espace médiatique pour rejoindre le plus grand nombre de personnes possible. Il y a déjà eu des campagnes sur les décès par suicide dans les milieux scolaire et de travail, mais jamais en ciblant spécifiquement les 50 ans et plus.»* L'AQRP souhaite que non seulement le ministère de la Famille et des Aînés prenne le problème du suicide des personnes de 50 ans ou plus à bras-le-corps, mais aussi l'ensemble du gouvernement du Québec.

«*Ce n'est pas seulement une campagne télévisuelle, radiophonique et dans les journaux qui va changer les choses*», a affirmé hier au Devoir la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais. *«C'est une multitude de gestes que l'on doit poser pour contrer les abus, et nous prenons bonne note de ce que l'AQRP nous*

demande.» Marguerite Blais assure que des mesures de prévention du suicide des personnes âgées seront notamment incluses dans le Plan d'action pour contrer la maltraitance envers les aînés. Rédigé par huit ministères, le plan d'action sera déposé l'automne prochain.

Mme Blais a rappelé que son ministère a signé une entente de 400 000 \$ avec l'AQRP pour l'essai d'un programme de prévention du suicide chez les personnes âgées et les baby-boomers, et une autre de 300 000 \$ avec la Fondation des maladies mentales pour un nouveau programme de prévention de la dépression chez les aînés et les proches aidants.

Augmentation importante

Chez les personnes âgées de 65 ans et plus, une augmentation de plus de 85 % du nombre de suicides a été observée entre 1977 et 1997. La proportion de personnes de 50 ans ou plus qui ont mis fin à leurs jours est pour sa part passée de 27 % en 1999 à 40 % en 2006, selon l'Institut national de santé publique du Québec. Ce nombre sera par ailleurs deux fois et demie supérieur d'ici 35 ans, craint le Centre de recherche sur le vieillissement des Universités de Sherbrooke et de Montréal, notamment parce que le poids démographique des baby-boomers ne cessera d'ici là d'augmenter. «*C'est un groupe d'âge où le pourcentage des personnes qui décèdent par suicide n'a pas baissé depuis les dernières années, contrairement à tous les autres groupes d'âge*», a affirmé la présidente de l'AQRP, Madeline Michaud.

Le suicide emporte environ huit hommes pour une femme. Quelque 60 % à 80 % de ces hommes souffraient de problèmes de dépression. «*Ils consultent moins. Ils ont un réseau social plus limité et ils demandent moins d'aide que les femmes et les plus jeunes*», a indiqué M. Valierand.

Le Devoir

BELEM

Le Forum social mondial relance la mobilisation anticapitaliste

CLAIRE DE OLIVEIRA

Belem, Brésil — Le Forum social mondial, qui s'est déroulé cette semaine à Belem, au cœur de l'Amazonie, a inauguré une nouvelle étape pour les altermondialistes qui, à la faveur de la crise économique mondiale, tentent de relancer leur mobilisation anticapitaliste.

Un large réseau d'organisations non gouvernementales et de syndicats a appelé hier à manifester le 28 mars à Londres, à l'occasion du sommet du G20 qui réunit les principaux pays riches et émergents.

Ces mouvements remettent en question la légitimité du G20 pour résoudre la crise, estimant qu'elle devrait être traitée dans un organisme plus large et plus démocratique, comme une ONU réformée.

«*La crise nous a obligés à améliorer nos propositions. Nous avons monté un grand réseau contre la crise. Nous lancerons au cours de l'année des journées d'action mondiales afin que les pauvres ne payent pas les pots cassés*», a déclaré à l'AFP Fatima Mello, du comité organisateur du FSM depuis sa création en 2001, à Porto Alegre.

Mais «*la tâche ne sera pas simple*», prévoit Jean-Pierre Leroy, de l'ONG brésilienne FASE, car «*si les principaux mouvements sociaux voient que le système ne marche pas et qu'il faut trouver autre chose, les syndicats traditionnels ne sont pas d'accord, redoutant de perdre des emplois*».

Selon les organisateurs, le forum a réuni un total de 133 000 militants de 142 pays. Plus de 2000 débats de centaines d'organisations ont été programmés au cours des cinq jours du FSM, de mercredi à hier.

Mesures préconisées

Dans ce foisonnement d'initiatives, les altermondialistes ont remis au goût du jour la vieille revendication d'une taxe internationale sur les transac-



PAULO SANTO REUTERS

Des participantes au Forum social mondial de Belem, où un large réseau d'organisations non gouvernementales et de syndicats a remis en question la légitimité du G20 pour résoudre la crise économique actuelle.

tions financières, étendue aux activités polluantes et aux grandes fortunes.

Parmi les autres mesures qui ont fait consensus figurent la création d'un nouveau système de réserves internationales qui ne soit plus basé sur le dollar, le démantèlement des paradis fiscaux, la surveillance stricte des mouvements de capitaux et la lutte contre la spéculation sur les matières premières (aliments et énergie).

La présence des cinq chefs d'État de la gauche latino-américaine (Brésil, Bolivie, Équateur, Paraguay et Venezuela) à Belem a été bien accueillie par une majorité de participants. «*Ils ont choisi Belem et pas Davos*», s'est félicitée Mme Mello.

Récupération politique

Néanmoins, certains se sont inquiétés de la récupération politique de leur mouvement, alors que l'arrivée à la Maison-Blanche de Barack Obama, premier président noir, a suscité une vague d'espoir dans les rangs altermondialistes.

«*J'espère que les mouvements suivront les mouvements sociaux et non pas que les mouvements suivront les gouvernements*», a déclaré Gina Vargas, une sociologue et féministe péruvienne.

Depuis Seattle, en 1999, les altermondialistes prévenaient que «*l'économie casino*» et le libéralisme propagé par le Forum de Davos auraient des conséquences dramatiques.

«*Cela s'est confirmé, mais nous ne voulons pas seulement dire que nous avions raison. Nous voulons construire des forces sociales et politiques qui soient capables de construire des alternatives*», a dit Candido Grzybowski, l'un des fondateurs du FSM.

Outre la crise, c'est l'Amazonie qui a occupé le devant de la scène à Belem, à un double titre: le FSM s'est tenu pour la première fois dans la région avec une participation record de 2000 Indiens, et parce que la destruction de la forêt représente, aux yeux des altermondialistes, tous les maux du capitalisme.

Agence France-Presse

Charest à Paris : un programme chargé

MICHEL DOLBEC

Paris — Arrivant de Davos, où il a pris part au Forum économique mondial, le premier ministre Jean Charest effectue aujourd'hui et demain une rapide visite à Paris, au cours de laquelle il recevra la Légion d'honneur des mains de Nicolas Sarkozy.

Un programme relativement chargé attend M. Charest, mais c'est évidemment son passage à l'Élysée qui retiendra le plus l'attention.

En fin d'après-midi aujourd'hui, le chef du gouvernement québécois aura un entretien d'une demi-heure avec le président français. La rencontre sera suivie d'une cérémonie à la faveur de laquelle Jean Charest sera officiellement reçu dans l'Ordre de la Légion d'honneur, au rang de commandeur. Le président français en profitera

sûrement pour rappeler ce qu'il avait dit au Sommet de Québec, à savoir que si les Canadiens sont des amis de la France, les Québécois sont des frères.

Le titre de commandeur est le plus élevé des trois «grades» de la Légion d'honneur (les deux autres étant chevalier et officier). Lucien Bouchard avait eu droit au même honneur quelque temps après avoir quitté la politique.

Avant de se rendre à l'Élysée, Jean Charest sera reçu à l'hôtel de ville de Paris par le maire, Bertrand Delanoë. Demain, il rencontrera le premier ministre, François Fillon, à l'Hotel Matignon, avant de se rendre au Sénat pour un déjeuner officiel. Après une journée d'activités privées mercredi, le premier ministre se rendra à Bruxelles jeudi.

La Presse canadienne

DAVOS

L'idée de la «bad bank» fait son chemin, mais...

MIKE DOLAN

Davos, Suisse — Créer des «bad banks» ou «structures de défaillance» pourrait être l'unique solution à la crise financière actuelle, mais au risque peut-être d'un repli sur soi et d'une «démondialisation» de la finance.

Au terme d'une centaine d'heures de débats, discussions et autres diners organisés cette année au Forum économique mondial de Davos, bon nombre d'experts, hommes politiques, banquiers ou économistes admettent que les initiatives non coordonnées déployées par les États pour sauver leurs systèmes bancaires risquent de se résumer à une solution en termes de «bad bank» (mauvaise banque), ou encore de «good bank» (bonne banque).

L'économie mondiale, que le Fonds monétaire international (FMI) voit dégrader une croissance pratiquement nulle cette année, et ce, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, ne pourra se redresser sans stabilisation du système financier, a tranché samedi John Lipsky, premier directeur général adjoint du FMI.

Mais cette stabilisation, dit-on de plus en plus souvent, ne se produira pas tant que l'on n'aura pas extirpé des bilans bancaires les créances immobilières pourries en les regroupant dans des «structures de défaillance» mises sur pied par les gouvernements.

On attend d'une telle mesure que la banque ainsi assainie, devenue «good bank», lève de l'argent frais et reprenne son activité normale de crédit aux ménages et aux entreprises sans qu'il soit besoin de la nationaliser purement et simplement.

Suivant l'exemple de la Suè-

de à partir de sa crise bancaire des années 90, la Suisse a adopté ce schéma l'an passé pour tenter de stabiliser sa plus grande banque, UBS.

On pense que l'administration du président américain Barack Obama s'orientera dans les prochaines semaines vers une variante de cette solution, pour autant qu'elle résolve l'épineuse question de la valorisation des actifs toxiques.

La «défaillance»

Pour Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, il n'y a pas de solution unique. Il expliquait samedi que ce qui était à l'étude actuellement, dans les différents pays, c'était notamment de déterminer «quel est le degré de concentration des mauvais actifs». «*Il y aura différentes approches, ce qui ne veut pas dire que l'une sera bonne et l'autre mauvaise*», déclarait-il.

Le financier George Soros opérerait, lui, pour une variation du concept de «bad bank» qui consisterait à créer une «good bank» à partir des seuls bons actifs d'une banque donnée et que l'État recapitaliserait ensuite, après avoir transféré à la «structure de défaillance» les actifs toxiques et le capital de ladite banque.

La Grande-Bretagne a choisi une voie encore différente. Elle a injecté des fonds propres dans ses banques l'an passé et offert des garanties sur de nouveaux emprunts représentant des centaines de milliards de livres. Elle est encore allée plus loin le mois dernier et proposé aux banques la possibilité de se prémunir auprès de l'État de leurs actifs les plus risqués.

Pas de Lehman 2 ou de Lehman 3

Beaucoup d'économistes et d'experts jugent que ce modèle de garantie ne tient pas la route et que la menace persistante d'une nationalisation rendra très difficile pour les banques toute levée de capitaux privés.

«**On ne prend pas une assurance incendie pour une maison qui a déjà brûlé**»

«*On n'assure pas un risque qui s'est déjà concrétisé. On ne prend pas une assurance incendie pour une maison qui a déjà brûlé*», a dit à Reuters Alan Blinder, un professeur d'économie de Princeton.

Blinder, qui fut vice-président de la Réserve fédérale américaine au milieu des années 90, explique qu'il y a plusieurs modèles de «bad bank» et qu'il est à peu près certain que le nouveau secrétaire au Trésor US, Timothy Geithner, privilégiera l'un d'eux.

«*Quelle est l'autre possibilité? Laisser couler les banques qui ne sont plus à flot?*» dit-il. «*Je ne sais pas avec précision quel modèle de bad bank les États-Unis choisiront, mais je sais qu'il n'y aura pas de Lehman 2 ou Lehman 3*», poursuit-il, faisant référence au fait que Washington ait choisi de laisser la banque d'investissement Lehman Brothers faire faillite.

Carney met également en avant l'aspect politique de la question. «*Ils [les marchés] ne prennent pas assez en compte l'engagement très clair du G7 suivant lequel on ne laissera s'effondrer aucun établissement d'importance systémique. C'est la première ligne de communication du 8 octobre qui a été littéralement écrite par les ministres des Finances du G7 eux-mêmes*».

Mais la crainte d'une nationalisation chez les action-

naires des banques semble expliquer pourquoi les marchés doutent. «*JPMorgan se porterait mieux si on arrêtait de parler une fois pour toutes de nationalisation*», déclarait à la presse son directeur général, Jamie Dimon, jeudi.

Mercantilisme financier

Nationalisation, entrée au capital, structure de défaillance, dispositifs de garantie, tous ces moyens coûteront cher au contribuable de toute façon. Quoi d'étonnant alors à ce que les électeurs veuillent que les banques prêtent à nouveau localement en priorité.

Adair Turner, président de la Financial Services Authority, l'autorité de tutelle du secteur financier britannique, a ainsi déclaré: «*Les banques sont internationales dans la vie et nationales dans la mort*».

«*Quand on est renfloué par le peuple américain, il est raisonnable d'exiger qu'une partie soit restituée sous la forme de prêts à la communauté afin de soutenir l'économie américaine*», estime Carolyn Maloney, une parlementaire de New York.

Ces propos ne sont pas faits pour rassurer les pays en développement et la perspective d'un retour à la préférence nationale en matière de prêt n'est pas du goût du premier ministre britannique, Gordon Brown, qui y verrait un «mercantilisme financier».

«*Si nous ne faisons rien, cela débouchera sur une nouvelle forme de protectionnisme, sur un recul de la mondialisation et sur une réduction du commerce et de toute activité transfrontalière*», a-t-il lancé. Et ce sera suivi très rapidement par le traditionnel protectionnisme commercial hérité du passé.

Reuters

LOTTO QUÉBEC

Résultats des tirages du 2009-01-31

6/49 14 15 20 41 compl. 01 15 24 07 compl.

GAGNANTS LOTS

6/6	1	10 579 013,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$
5/6+c	1	450 861,30 \$	5/6+c	0	75 000,00 \$
5/6	142	2 622,90 \$	5/6	6	750,00 \$
4/6	8 798	80,20 \$	4/6	624	75,00 \$
3/6	167 673	10,00 \$	3/6	12 335	10,00 \$
2/6+c	112 968	5,00 \$	2/6+c	12 001	5,00 \$

Ventes totales : 21 452 420 \$
Prochain gros lot (approx.) : 3 500 000 \$

Extra 7883181

Résultats des tirages du 2009-01-30

SUPER 7 03 15 28 25 compl. 30 32 33 43

GAGNANTS LOTS

7/7	0	5 000 000,00 \$
6/7+c	2	74 724,70 \$
6/7	85	1 758,20 \$
5/7	4 826	105,30 \$
4/7	103 959	10,00 \$
3/7+c	97 398	10,00 \$
3/7	872 111	Participation gratuite

Ventes totales : 12 861 022 \$
Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$

Extra 1693590

Mise en jeu PARIEZ SUR VOS JOUEURS FAVORIS! DEMANDEZ LE PROGRAMME 2.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Les donneurs de leçons

Il n'y a pas que les banquiers et les gouvernements occidentaux qui ont un examen de conscience à faire en cette période de crise économique.

L'occasion était apparemment trop belle pour la laisser passer. Invités-vedettes au Forum économique de Davos la semaine dernière, les premiers ministres russe et chinois ont allègrement fait la leçon à tous ces chefs d'entreprises et de gouvernements occidentaux encore récemment si prompts à dire aux autres comment mener leurs barques économiques et aujourd'hui aux prises avec une crise carabinée.

Vladimir Poutine s'est moqué de ces Américains qui se vantaient encore, l'an dernier à Davos, de la solidité de leur système. «Aujourd'hui, les banques d'investissement, qui étaient la fierté de Wall Street,

ont virtuellement cessé d'exister.» Wen Jiabao n'a pas été plus tendre. Il a dénoncé «certains pays» qu'il n'a pas nommés, mais que tout le monde a reconnus, notamment pour leurs «politiques macroéconomiques inappropriées» reposant «sur un modèle de développement insoutenable caractérisé par un faible taux d'épargne et une forte consommation». Tout à l'opposé, la Chine dispose de «la confiance, des conditions et de la capacité de maintenir une forte croissance économique», a-t-il ajouté.

Quelques grincements de dents se sont peut-être fait entendre dans l'auditoire, mais personne n'a osé répliquer. Bien que jamais faciles à accepter, la plupart de ces critiques étaient pleinement méritées. Et puis, les riches et puissants du club sélect de Davos ont tellement souvent fait ravalier aux autres leur fierté par le passé qu'ils méritent sans doute de goûter un peu à leur propre médecine.

Il est toutefois important de rappeler que l'actuelle crise économique mondiale ne vient pas seulement d'un excès de laisser-faire économique et de l'aveuglement des banquiers. Une cause importante, comme l'a dit le premier ministre chinois, a été cette propension des Américains, mais aussi des Britanniques ou encore des Espagnols, à consommer frénétiquement à crédit. Ce que Wen Jiabao aurait dû ajouter, cependant, c'est que, pour ce faire, il a fallu que d'autres pays, au premier rang desquels arrivait la Chine, prêtent tout cet argent à nos consommateurs pathologiques, non pas par générosité désintéressée, mais parce que cela allait servir, en retour, à leur vendre des télévisions à écran plat, des ordinateurs et bien d'autres produits fabriqués dans les usines chinoises. Cela servait aussi à garder la valeur de la devise chinoise artificiellement basse afin de continuer à vendre les produits *Made in China* à prix imbattable.

La Russie, quant à elle, peut difficilement être accusée d'avoir une part de responsabilité dans la crise actuelle, mais elle ne peut pas non plus s'ériger en modèle de croissance économique plus durable que les autres. Elle devait essentiellement son succès économique des dernières années aux prix élevés du pétrole et des autres matières premières, ainsi qu'au recours au crédit pas cher qui se sont tous deux évanouis avec la crise.

Si l'on a cru, pendant un moment, que la crise économique épargnerait les nouvelles puissances émergentes et que des pays, comme la Chine et la Russie, pourraient même remplacer les pays occidentaux comme moteurs de l'économie mondiale, on déchantait aujourd'hui. Si le Fonds monétaire international (FMI) prévoit aujourd'hui un recul de la croissance économique aux États-Unis de 2 % en 2007 à -1,6 % en 2009, il annonce aussi une baisse marquée de 13 % en 2007 à seulement 6,7 %, cette année, en Chine, et une dégringolade de 8,1 % à -0,7 % en Russie.

Changements à venir

On se rend compte, en fait, que si plusieurs économies développées ont vécu dangereusement jusqu'à ce que la réalité les rattrape, plusieurs autres pays ont profité de cette situation, quand ils n'en étaient pas carrément complices. Dans ce cas, il n'y a pas que les États-Unis qui doivent se soucier de leurs «politiques macroéconomiques inappropriées» reposant «sur un modèle de développement insoutenable».

Affaibli par la crise, la Russie a commencé à mettre la pédale douce sur la rhétorique batailleuse et à jouer plutôt la corde de la coopération avec les économies développées. Comme son homologue Wen Jiabao, Vladimir Poutine en a appelé, la semaine dernière, à une approche internationale concertée pour faire face à la crise.

À la suite d'une chute de ses exportations, la Chine s'est tournée vers son marché intérieur en étant le premier pays à adopter un plan de relance économique de presque 600 milliards \$US. Il est aussi question d'améliorer le filet social offert aux Chinois, afin qu'ils n'aient plus à économiser autant en cas de maladie ou de perte d'emploi, et qu'ils puissent plutôt dépenser une partie de cet argent pour faire rouler leur économie.

Pendant ce temps, on sent le cœur des Américains balancer entre la crispation protectionniste et la volonté de changement. Il se peut bien que l'effondrement du marché immobilier et la débâcle des Bourses les aident à faire un pas dans la bonne direction. Cela semble, en effet, les avoir encouragés à redécouvrir les vertus de l'épargne. Historiquement à 7 % du revenu disponible, leur taux d'épargne avait baissé à 6 % au début des années 90, puis à 2 % dix ans plus tard, avant d'arriver en territoire négatif en 2005. Ce taux était remonté à 2,8 % au mois de novembre dernier et ne semblait pas en voie de s'arrêter en si bon chemin.

edesrosiers@ledevoir.com



PHOTOS GROUPE LE MASSIF

Avec 180 000 visiteurs l'an passé, le centre de ski n'est pas encore rentable; pour y arriver, il faudrait au moins 210 000 visiteurs.

PORTRAIT

Soulever des montagnes

En développant la station de ski Le Massif dans un style «anti-resort», Daniel Gauthier espère «contribuer à un monde meilleur»

CLAUDE TURCOTTE

À l'âge de 16 ans, à la fin de son cours secondaire, Daniel Gauthier, qui habite à l'époque sur la rive sud de Montréal, décide de prendre deux semaines de vacances et «part sur le pouce». Le soir même, il se retrouve à Baie-Saint-Paul. Il y découvre «un lieu magique» qui va marquer sa vie au-delà de toute imagination. L'étudiant voyageur n'est pas allé plus loin, mais ce fut le début d'une aventure fabuleuse au cours de laquelle il aura trouvé la femme de sa vie, participé à la fondation du Cirque du Soleil, dont il allait devenir l'un des deux propriétaires avec Guy Laliberté. Et maintenant, il est complètement engagé dans un autre projet fou, celui d'un centre récréotouristique intégré ouvert à longueur d'année au massif de Petite-Rivière-Saint-François.

Le jeune Gauthier est retourné souvent à Baie-Saint-Paul dans les années suivantes. Il y a même déménagé en 1979, à la fin de ses années de cégep, pour travailler à l'auberge de jeunesse, où il a tout fait: la cuisine, la comptabilité et la gérance. C'est là qu'il a rencontré Hélène Dufresne et retrouvé Guy Laliberté, qu'il avait connu à la polyvalente André-Laurendeau de Saint-Hubert. Avec une douzaine d'autres jeunes, il a participé au montage d'un projet de cirque à proposer au gouvernement en prévision du 450^e anniversaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier. Derrière ce projet, il y

Daniel Gauthier veut que son projet soit inclusif et ouvert à toute la région

avait une ambition: «Prouver qu'on pouvait faire de l'art et des affaires, en plus de voyager.» Le Cirque du Soleil a amplement répondu aux attentes des deux partenaires, qui ont converti ce rêve en une multinationale très prospère.

Et pourtant, 17 ans plus tard, en 2001, Daniel Gauthier a voulu quitter le Cirque du Soleil. Pourquoi? «Je l'ai fait pour des raisons personnelles, pour la famille et les enfants [il en a deux]. Nous voulions un nouveau style de vie. Après 17 ans, j'avais fait le tour. J'étais président et je touchais à tout, et les voyages étaient nombreux. Je m'occupais de l'organisation, des droits d'auteur, des aspects juridiques, des produits dérivés. Guy avait la responsabilité de tout le côté artistique et du marketing.» En outre, son épouse Hélène travaillait également pour le Cirque, dans les domaines des ressources humaines et de l'audiovisuel. «Guy ne s'attendait pas à ce départ et il a fallu 18 mois pour compléter cette séparation à l'amiable. Nous nous voyons encore régulièrement», précise M. Gauthier en conclusion de ce chapitre, sans dévoiler le montant obtenu pour la vente de sa participation de 50 % dans le Cirque du Soleil.

À 42 ans, une motivation: contribuer à un monde meilleur

On peut imaginer une fortune de plusieurs dizaines ou même de quelques centaines de millions. «En 2001, à 42 ans, je n'avais plus besoin de travailler jusqu'à la fin de mes jours. Il y avait assez d'argent pour la vie de mes enfants et peut-être de mes petits-enfants.» M. Gauthier ne va pas plus loin dans les confidences sur sa situation financière personnelle, si ce n'est pour ajouter qu'il «cultive la simplicité». Pendant les années d'activités trépidantes au sein du Cirque, il avait acheté un terrain dans Charlevoix et construit une petite maison en bois rond. Il allait très souvent avec sa famille faire du ski au Massif. Indépendant de fortune, il n'avait plus désormais qu'une seule motivation: «contribuer à un monde meilleur».



L'occasion de le faire n'a pas tardé à se présenter. Elle est venue de l'organisation sans but lucratif qui avait pour rôle de développer un centre de ski au Massif. Déjà, 28 millions avaient été investis dans ce site, soit 20 millions provenant à parts égales des deux gouvernements et huit millions sous forme de financement bancaire. «À la limite de leurs moyens financiers, les dirigeants sont venus me voir. Ils m'ont demandé de prendre la relève et je suis devenu l'un des banquiers», raconte M. Gauthier, qui en septembre 2002 prenait possession de la station de ski en «achetant la dette de 10 millions». Il a du même coup obtenu par bail emphytéotique (99 ans) une superficie de 1400 hectares, ou 14 km² de cette montagne.

«J'achetais pour développer, pas pour gérer la station. Comme plus de 50 % de la clientèle venait de la région de Montréal, il fallait penser à l'hébergement et aux infrastructures. Pour justifier ces investissements, les activités devaient s'étendre sur plus de quatre mois par année et il fallait que le centre fonctionne sur une base annuelle.»

Avec 180 000 visiteurs l'an passé, le centre de ski n'est pas encore rentable; pour y arriver, il faudrait au moins 210 000 visiteurs, explique M. Gauthier, qui peste contre les bulletins de météo qui, avec leur «facteur vent», font peur au monde. L'hiver dernier, l'achalandage a quand même augmenté de 21 %, avec une saison exceptionnelle qui a vu s'accumuler neuf mètres de neige au Massif. Les 20 millions investis par les gouvernements ont servi à créer le centre national d'entraînement, où toute l'élite de ski canadienne vient faire des épreuves de vitesse. «C'est moi qui exploite ce centre, mais ce n'est pas payant», précise le nouveau patron.

Un projet global de 230 millions

Quoi qu'il en soit, le plan de développement reste encore à être réalisé. En incluant tout, c'est-à-dire l'hébergement, les infrastructures d'accueil, d'exploitation et de transport, on parle d'un projet de 230 millions, dans lequel les gouvernements ont apporté une contribution de 65 millions pour les routes, les aqueducs, la place publique, la gare et la voie ferrée. M. Gauthier investit lui-même 55 millions et la Société générale de financement, 25 millions. Il y a une dette et des prêts pour une valeur de 65 millions. Et il reste à attacher les ficelles pour un investissement privé de 20 millions qui sera bientôt complété.

Essentiellement, l'objectif de M. Gauthier est de réaliser un projet dit «anti-resort», c'est-à-dire qui ne centralise pas toutes les activités et services en un même lieu, comme c'est le cas par exemple à Mont-Tremblant. Il veut que ce projet soit inclusif et ouvert à toute la région. Comment pourrait-on

douter de son sérieux? Il a même fait l'acquisition de la voie ferrée de 144 kilomètres entre Québec et La Malbaie pour une somme de 9,4 millions. Le train, qui sera touristique, pourra non seulement accueillir les clients depuis Québec, mais il pourra aussi transporter pour le CN des marchandises depuis la papetière de Clermont. Il y a déjà une entente sur les droits de passage avec le CN, lequel assume les frais financiers pour l'achat de la voie ferrée. Le CN le fait dans son intérêt, puisqu'il n'aurait pas pu bénéficier du programme fédéral-provincial pour la rénovation au coût de sept millions de cette voie ferrée. Les travaux commenceront en avril prochain et s'étendront sur un an. Il y aura par la suite une navette de 20 km que les clients pourront emprunter pour se déplacer entre le Massif et Baie-Saint-Paul, où se trouveront la plupart des hôtels et restaurants. On pourra aussi prendre le train pour aller passer une soirée au Casino de La Malbaie. Enfin, des discussions sont en cours avec les municipalités de la région pour que ce train serve également les communautés locales.

Ce printemps également commenceront les travaux de construction d'un hôtel de 150 chambres à Baie-Saint-Paul qui appartiendra au Groupe le Massif. En plus, il y a le projet d'ajouter, d'ici 2013, 700 chambres sur la montagne, au sommet comme en bas, avec des maisons à la hauteur des arbres, des «maisons-ponts», dans ou sur les failles géologiques, ou alors en bas, sur les batures, ou même dans le fleuve, pour permettre de vivre une grande intimité avec la nature, laquelle est nordique au sommet de la montagne, où on compte «seulement 60 jours consécutifs sans gel», et plus tempérée, à l'abri des vents, en bas de la montagne. Enfin, il est plutôt inusité qu'on puisse avoir accès à un centre de ski par route en arrivant aussi bien au sommet qu'en bas de la montagne. Cela se fait au Massif, en empruntant la route 138 pour se rendre au sommet et le chemin de Petite-Rivière-Saint-François pour arriver au pied de la montagne.

Combien de temps faudra-t-il pour que ce complexe récréotouristique exploité 12 mois par année atteigne le seuil de la rentabilité? Trois ans, vise M. Gauthier. Les études de marché qui ont été faites ont porté sur le Québec, l'Ontario et de Nord-Est américain, mais on espère aussi attirer une clientèle européenne. En attendant, M. Gauthier pense que la crise économique actuelle va amener au Massif des clients qui autrement seraient allés beaucoup plus loin. L'entreprise, qui emploie 250 personnes en hiver, prévoit en avoir besoin de 600 en 2013. Sans compter tous ceux qui auront à travailler à la construction de ce complexe.

Le Devoir

ÉDITORIAL

LES 250 ANS DES PLAINES

D'inutiles jeux de guerre

Les esprits s'échauffent autour du projet de reconstitution, l'automne prochain, de la bataille des plaines d'Abraham pour en marquer le 250^e anniversaire. Pour calmer le jeu, la Commission des champs de bataille se propose de repenser son programme de célébrations. Très bonne idée.

Ce jour du 13 septembre 1759 n'est pas à passer sous silence, tant s'en faut. C'est l'une des grandes dates charnières de l'histoire du Canada. Pour les Québécois francophones, elle a la même importance que la déportation a eue pour les Acadiens. C'est le début de la fin de la Nouvelle-France. Le chevalier de Lévis sauva l'honneur de la France en remportant la bataille de Sainte-Foy le 28 avril 1760, mais, bientôt, le gouverneur Vaudreuil scella la capitulation finale à Montréal le 8 septembre suivant. Par le Traité de Paris de 1763, le Canada et l'Acadie passeront à l'Angleterre.

Toutes ces dates pourraient être l'objet de commémorations, mais le souvenir populaire s'est fixé sur celle du 13 septembre. Elle a valeur de symbole. Québec était le siège du gouvernement de la colonie et la porte d'entrée du continent. Sa capitulation rendait la victoire britannique possible. Pour les Anglais du Canada,

ce fut la pierre angulaire de ce qui allait devenir leur pays. Pour les Français du Canada commençait une autre partie de leur histoire et le début de nouvelles et ardues batailles pour la reconnaissance de leurs droits et l'obtention d'un statut qui n'est toujours pas complètement acquis. Rappelons-nous l'acte constitutionnel de 1982 imposé au Québec.

Ce 250^e anniversaire de la bataille des Plaines est l'occasion de se rappeler le passage du régime français au régime britannique. L'occasion de faire des bilans. Sérieusement! Il faut le faire par la publication de livres, par des expositions, des conférences et des colloques, comme le préparent quelques institutions de Québec pour informer, faire comprendre et provoquer une réflexion sur le sens de cet événement. Contrairement à ce que peut penser le maire de Québec, Régis Labeaume, ce n'est pas là «radotage».

La reconstitution de la bataille du 13 septembre ne peut être d'aucun apport valable à un tel exercice, d'autant plus qu'elle a été conçue dans une forme festive et commerciale. La Commission des champs, qui a préparé le programme des fêtes, s'est laissé imprégner par l'esprit imposé par Ottawa aux fêtes du 400^e anniversaire de Québec l'an dernier: du pain et des jeux. Comme pour la fondation de Québec, on veut éviter la politisation de l'événement en le banalisant. Une autre fois, célébrons l'amitié de deux peuples plutôt que de s'interroger sur la solidité de ses fondements. Deux fois de suite, c'est trop!

Curieux tout de même que les membres de la Commission des champs de bataille n'aient pas vu venir les protestations surgies de toutes parts depuis quelques semaines. La reconstitution de la bataille n'était dans leur esprit que d'innocents jeux de guerre. Consciemment ou non, ils concourront, s'ils persistent, à dénaturer le sens d'un événement marquant de l'histoire du Québec.

La Commission, comprenant qu'elle a mis le pied sur un terrain glissant, indiquait hier qu'elle consulterait des historiens de l'Université Laval pour l'aider à rectifier le tir. En fait, elle doit faire plus. Elle doit battre en retraite et abandonner ses innocents jeux de guerre qui sont devenus inutilement provocants. Si elle tient à faire un geste officiel, suggérons-lui de faire comme en 1959, pour le 200^e anniversaire, où l'on s'était contenté d'émettre un timbre.

BUDGET FLAHERTY

Roulés dans la farine

Le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, est «extrêmement content» de la part versée au secteur de la culture dans le budget Flaherty. Il estime «n'avoir jamais vu de [sa] vie» un budget aussi «généreux» à l'égard des artistes. Il est fier d'appartenir à un gouvernement qui a rempli ses promesses de «maintenir les dépenses pour les arts et la culture, ou de les augmenter [...] de la façon la plus efficace possible». Aussi, ceux qui déplorent les choix qu'a faits le ministre des Finances, Jim Flaherty, en matière culturelle n'ont probablement pas pris le temps de lire le budget. M. Moore ne voit apparemment pas d'autre explication.

Ceux qui ont des réserves sont pourtant nombreux. M. Moore, qui a du financement de la culture une conception plutôt large, affirme que le budget contient pour 276 millions de «nouveaux» investissements. Vraiment? Les gouvernements ont cette vilaine propension à faire passer pour nouveau ce qui ne l'est pas toujours. C'est encore le cas avec M. Moore.

Vrai qu'il y a injection d'une part d'argent neuf, notamment dans le soutien des écoles de formation. Mais, en fait, la majorité de ces 276 millions sera accaparée par des reconductions de programmes comme celui, au premier chef, du Fonds canadien de télévision. Le reste ira en bonne partie au financement des grands festivals et autres manifestations culturelles dans le but de développer non pas l'offre culturelle, mais leur clientèle touristique. Quelle somme, donc, touchera la Commission des champs de bataille pour reconstituer, l'été prochain, la bataille des plaines d'Abraham?

Une autre tendance naturelle de nos gouvernements consiste à faire juste semblant d'écouter. M. Moore, dont on dit qu'il est une étoile montante au sein du gouvernement, est à ce jeu un as pour la façon dont il a roulé dans la farine une partie du milieu culturel québécois au début du mois de janvier dans le cadre de ses pseudo-consultations prébudgétaires. Le ministre avait fait à Montréal fort bonne impression. Pour autant n'ont pas été rétablis dans le budget Flaherty, ni d'une manière ni d'une autre, les quatre ou cinq petits millions qui étaient consacrés à la diffusion des arts et des artistes à l'échelle internationale, malgré l'unanimité que ces compressions, annoncées l'été dernier, avaient faite contre les conservateurs. Par compensation, on espérait au moins que le budget stagnant du Conseil des arts du Canada, organisme subventionnaire clé, serait relevé. Résultat net: «Un gros zéro», a résumé Stanley Péan, du Mouvement pour les arts et les lettres.

C'est d'autant plus choquant que les sommes en cause ne sont pas astronomiques, compte tenu des dizaines de milliards qu'Ottawa parie sur la relance de l'économie. Difficile de voir dans la position de M. Moore autre chose que de l'entêtement idéologique. Ottawa n'a d'ailleurs pas l'esprit moins obtus devant l'urgence de développer les énergies vertes. L'opposition libérale de Michael Ignatieff, tout en décidant de voter en faveur du budget, a promis de poursuivre la bataille. On n'en attend pas de grand retournement.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



L E T T R E S

Solidaire de tout!

De mon poste privilégié de professeur dans un cégep depuis 1990, qui n'était pas une bonne année d'embauche, j'ai l'impression d'avoir seulement assisté à la parade de la prospérité. En même temps que je remboursais un prêt étudiant dont le taux d'intérêt défiait les lois de Newton, j'ai d'abord contribué à l'atteinte du fameux «déficit zéro» par des compressions salariales. Le gouvernement m'a ensuite imposé un décret de cinq ans comme convention collective, dont plusieurs à 0% d'augmentation, ce qui ne couvre certainement pas la hausse normale du coût de la vie. Et tout me porte à croire qu'en me rappelant ma précieuse et présente sécurité d'emploi, nos gouvernements me redemandent bientôt d'éponger le passé et de tamponner l'avenir. Déficit, fonds des générations, environnement obligé! Je crains bien aussi que, durant nos prochaines «négociations», la télévision ne me réserve le désolant spectacle d'une Monique Jérôme-Forget en train de chercher de l'argent sous les tables... à moins que ce ne soit dans le fond de sa sacoche. Que je suis donc chanceux!

Jean-Claude Brochu

Montréal, le 29 janvier 2009

Voir Polytechnique

Sans l'ombre d'une hésitation, je vais aller voir le film sur les troubles et touchants événements de Polytechnique. Je considère que, dans l'ensemble, la liberté d'expression des artistes fait en sorte qu'il est justifié qu'ils abordent tous les sujets de leur choix, même les sujets les plus pathé-

tiques et les plus controversés.

Ce que, toutefois, je n'oublie jamais, c'est que tout artiste (cinéaste, poète, romancier, dramaturge, etc.), à l'instar de l'ensemble des citoyens, a une vision, une perspective, un angle, un point de vue. Alors, je vais aller voir le film, basé sur une tragédie réelle, en tentant d'être sensible aux émotions émanant de cette œuvre artistique. Je vais aussi tenter de lever le voile, si faire se peut, sur le point de vue du réalisateur. Il est certain qu'à ce moment-là mon point de vue, puisque j'en ai un, va se confronter au point de vue des artistes qui ont participé à ce film.

Si je schématise mon point de vue sur les événements, je dirai qu'il est triple. D'abord, de tels événements ne pouvaient que susciter le désarroi et la désespérance. Ensuite, de tels événements m'ont amené à constater, avec détresse, qu'il y a des hommes qui détestent profondément les femmes, les féministes et la mouvance féminine et féministe. Il y a donc une misogynie qui ne cesse de gangrener notre société. Puis, en troisième lieu, au fur et à mesure que le temps passait et que l'on écrivait, filmait ou parlait à propos de ces événements, j'ai découvert que le geste du tueur servait de révélateur à de profondes difficultés entre les hommes et les femmes. Et, au risque de choquer ou de blesser certaines personnes, j'ai découvert que, dans notre société, il existe aussi une misandrie, moins puissante, moins criarde, moins évidente. L'une des manifestations de cette misandrie, ce fut de claquer haut et fort que tous les hommes sont des assassins potentiels, que tous les hommes, profondément, détestent les femmes. Des hommes ont joint leur voix à certaines femmes pour hurler: «Nous sommes tous cou-

pables.» Pour moi, *Polytechnique*, ce fut aussi une occasion de me poser des questions sur la misère de nombreux hommes, laquelle misère est présente dans de très nombreuses œuvres comme *Les Boys* ou *Les Invincibles*.

Je dirais que les événements de Polytechnique, selon ma vision, ont mis en lumière le croisement pathétique de deux haines, de deux incompréhensions. Et grande est la tentation de s'interaccuser et de refuser de porter un regard plus perçant sur l'état des relations entre les sexes. Polytechnique a été un traumatisme majeur. Mais puissions-nous utiliser ces événements pour débloquent certaines situations d'incompréhension, voire de haines...

Jean-Serge Baribeau

Montréal, le 29 janvier 2009

Les arts du stage

Dans ma famille, on aimait les sports. J'ai donc grandi en entendant parler de «bat, mit, pitch», de «gôleur, poc» sans même savoir qu'il s'agissait de mots anglais. Moi qui préfère les arts, aujourd'hui, j'envie les amateurs de sport qui ont appris à dire «bâton, gant, lanceur», «gardien de but, rondelle». Je suis bien d'accord avec Mireille Boulet (*Des artistes?* Lettres, *Le Devoir*, 27 janvier). Les musiciens aussi manquent de mots français: un stage où ils jouent une *toune* avec leur *band*. Voilà comment ils nous parlent de leur art. Un air, une mélodie, avec un ensemble ou un orchestre, sur une scène, est-ce trop compliqué? À l'école de mon enfance, il n'y avait pas de loi 101. Il y avait le bon parler français, que l'on défendait avec fierté!

Monique La Grenade

Saint-Lambert, le 29 janvier 2009

LIBRE OPINION

Quand la justice favorise la rumeur

PIERRE TRUDEL

Titulaire de la Chaire L. R. Wilson sur le droit des technologies de l'information, Université de Montréal

Les interdits de publication sont plus nombreux au Québec qu'ailleurs. On y a moins recours ailleurs au Canada alors qu'aux États-Unis, ils ont un caractère exceptionnel. Périodiquement, à la faveur de situations qui soulèvent des questionnements dans le public, se pose la question du caractère approprié de ces règles consistant à censurer l'information relative aux affaires instruites devant les tribunaux. La façon dont a été, en pratique, révélée l'identité des personnes impliquées dans le procès intenté par une ex-conjointe de fait illustre une fois de plus le caractère futile du procédé privilégié au Québec. Ici, la censure est le remède afin de prétendument protéger «femmes et enfants» d'une «odieuse publicité» de ces médias qu'en certains milieux on tient responsables de toutes les dérives.

Lorsque fut mise en place la réglementation relative à la publicité des affaires matrimoniales, Internet et les autres outils en réseaux n'avaient pas l'ampleur qu'ils ont désormais. Il était possible de postuler qu'un système par lequel on tenait des audiences en présence de la presse, mais assorties d'interdictions pour celle-ci de diffuser des informations pouvant révéler l'identité des parties serait de nature à limiter les effets présumément négatifs d'une trop grande publicité des affaires relevant a priori de l'intimité familiale.

Dans le monde «internetisé», une telle stratégie se révèle de plus en plus futile. Il est archifacile de diffuser, à partir d'une multitude de sources, les informations que les médias sont obligés de taire. Ce contexte technologique met en relief les limites de ces stratégies juridiques dont on est si friand en certains milieux. Pour plusieurs des élites au Québec, la censure est une méthode normale de résoudre les désagréments causés par la circulation de l'information. On ne compte plus les revendications émanant de multiples groupes de pression qui ont tous de bonnes raisons de s'instituer «victimes des médias» et de réclamer qu'on les bâillonne un petit peu plus!

Les effets pervers de cette réglementation d'un autre âge sautent aux yeux: tout le monde sait, mais les médias se taisent! Comme dans le temps des «démocraties populaires de l'époque de l'URSS», la rumeur remplace l'information. Les médias se contorsionnent pour tenter de raconter les faits de manière à ce que le public puisse encore comprendre! Et lorsque le public ne comprend pas, il se tourne vers les blogues afin qu'on lui fournisse les pièces manquantes de l'histoire! Est-ce que les personnes vulnérables que l'on espère protéger en imposant une censure aussi inefficace ne risquent pas de pâtir encore plus d'un système aussi hypocrite?

Dans un monde d'omniprésence des réseaux où les approches de censure sont de moins en moins efficaces, il faut apprendre à

composer avec une plus grande circulation de l'information. Il faut relativiser les croyances d'un autre âge au sujet des effets prétendument apocalyptiques de la circulation de l'information. Il faut prendre acte du fait que l'information circule, qu'on le veuille ou non.

Il serait donc infiniment préférable de s'attacher à développer un cadre juridique qui assure en amont le recours au minimum d'informations nécessaires afin de résoudre les conflits une fois que ceux-ci sont judiciairisés. Pour le reste, il faudra apprendre à vivre avec une circulation accrue d'informations sur les personnes. On aura sans doute tôt fait de constater que lorsque l'information circule sans entraves, le fait que le public puisse connaître les histoires banales qui sont quotidiennement racontées devant les tribunaux ne soulève pas les passions malsaines que l'on craint tant.

En revanche, lorsque seront débattues des questions qui concernent effectivement l'intérêt public, comme les droits des personnes mariées et ceux des personnes qui ne le sont pas, les tentatives de censurer les informations qui pourraient permettre au public de comprendre ce qui se passe seront vouées à l'échec. Les informations d'intérêt public finiront invariablement par circuler... qu'on le veuille ou non. La vraie question est de savoir si la rumeur et les révélations à la sauvette dans des blogues sont préférables à un régime qui assume la transparence avec ses quelques travers, mais aussi ses multiples avantages à long terme.

IDÉES

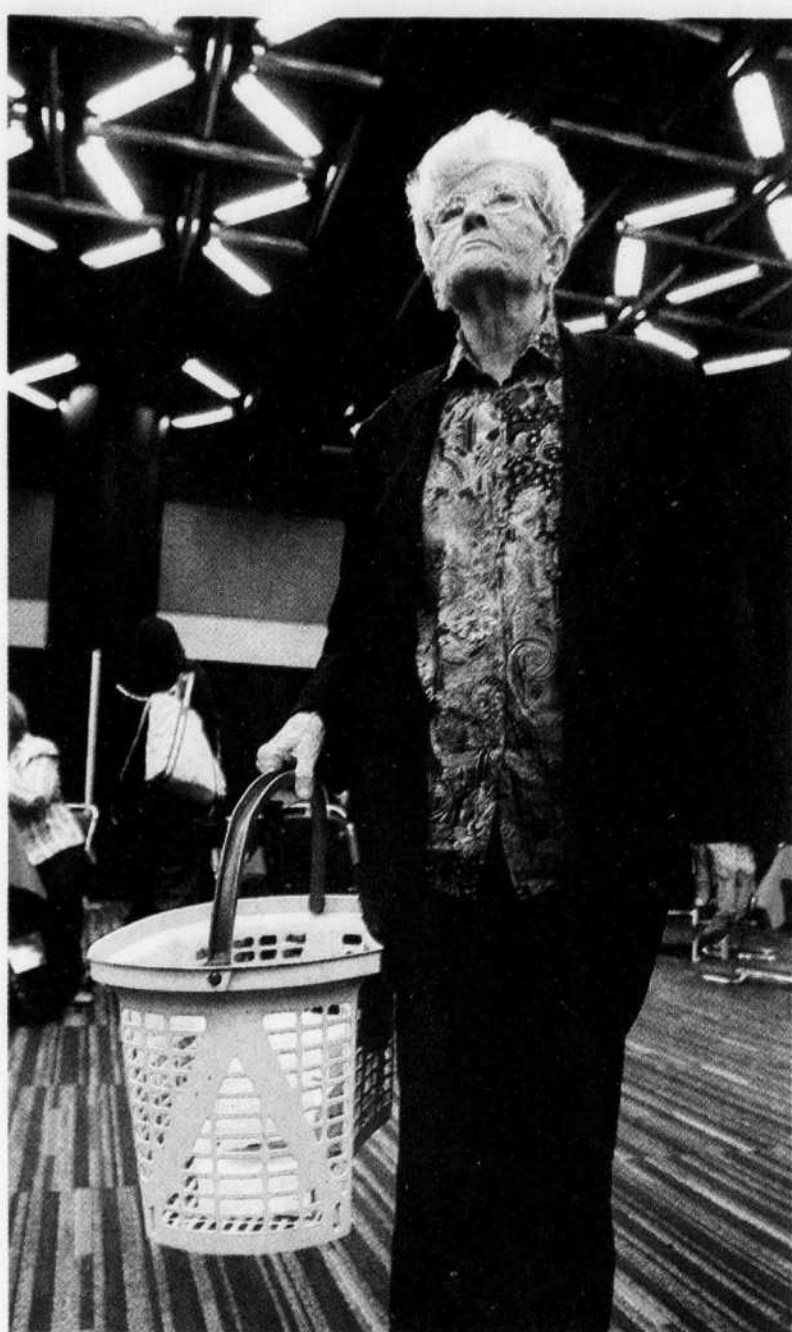
Le «krach» démographique

Notre société se transforme, nous le savons. Vieillesse de la population, surconsommation et défis environnementaux, instabilité économique, fragilité identitaire, isolement social, etc. Les bouleversements seront nombreux. Pour les affronter, la mise en commun des efforts de toute génération est nécessaire. Or, à un moment où notre société vieillissante engendre déjà de profonds changements, le dialogue entre nos générations est, au mieux, inaudible.

L'impact des choix de politiques publiques à venir se fera sentir, non dans la prochaine année ou après un mandat, mais bien dans 10 ans et au-delà, lorsque «la relève» actuelle prendra les rênes de notre société. Malgré cette réalité, nous percevons déjà les effets pervers de notre système politique; le poids démographique d'une génération vieillissante influe concrètement sur le débat public. Conséquemment, les considérations immédiates, telle la gestion immédiate du système de santé, ont préséance sur des enjeux à long terme. Pourtant, les conséquences du vieillissement de la population transcendent les frontières d'âges ou de générations et se transposent dans toutes les activités de notre société. Le défi démographique est donc avant tout un défi collectif.

Alors, pourquoi cet enjeu marquant n'est-il pas ouvertement discuté au sein de nos débats publics, particulièrement les partis politiques? Le besoin de vision et de leadership se fait sentir, car les défis sont grands. Il y a un manque criant de véritables solutions, c'est-à-dire celles qui se veulent structurantes pour les prochaines générations et non pas celles qui satisfont à court terme.

La génération montante ne peut assumer à elle seule tous les défis du vieillissement de la population, elle a besoin de partenaires. En ce sens, la génération qui est à l'aube de la retraite ne peut se replier dans un monde «Liberté 55», laissant aux plus jeunes le soin de remplir les caisses de retraite déficitaires. Sur le plan humain, la génération montante ne veut pas d'une société où les personnes âgées sont isolées et dévalorisées: elle recherche à développer ses liens affectifs et le mentorat de ses aînés. C'est pourquoi



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Nous devons favoriser l'implication et l'intégration de nos aînés dans la société tant par le travail ou le bénévolat que par la création de plateformes intergénérationnelles.

nous devons bâtir des ponts entre les générations.

Nous devons favoriser l'implication et l'intégration de nos aînés dans la société tant par le travail ou le bénévolat que par la création de plateformes intergénérationnelles. Il faut encourager l'embauche de personnes plus âgées, empêcher les pratiques discriminatoires sur la base de l'âge et mettre fin aux politiques de retraites hâtives. De plus, nous devons nous assurer que chaque organisation saisisse les occasions de mentorat et de transfert de

connaissances entre générations.

Quant au bénévolat, il nous faut le valoriser, tant celui des personnes âgées dans leur communauté que celui de la relève. Favoriser le bénévolat implique également d'encourager et de soutenir les aidants naturels par l'adoption de politiques publiques appropriées. Il faut inciter la création de maison intergénérationnelle, où les membres de chacune des générations pourront partager leur expérience et leurs idées au quotidien. Voilà une autre façon de développer la conciliation travail-famille. Bref, pour arriver à contrer

les effets pervers de notre société vieillissante, il nous faut créer une solidarité et une coopération plus édifiante, bâtie sur un dialogue intergénérationnel, pour mettre en place des solutions novatrices.

Pour réaliser notre plein potentiel, ce dialogue doit valoriser la créativité et l'innovation de la relève. Cette nouvelle impulsion pourra également être encadrée dans l'expérience d'une génération qui a vécu et mené la transformation du Québec moderne. Si l'ensemble de la société permet à la relève de participer davantage au débat public, nous serons mieux préparés à assumer nos responsabilités futures. Ce dialogue est nécessaire pour chasser la peur et les incertitudes propres à toute génération qui craint de voir disparaître ses acquis identitaires et économiques. Par ailleurs, on ne peut risquer l'inertie de notre société.

Mais, avant tout, ce dialogue n'est possible que si nous agissons indépendamment du leadership de nos décideurs. Pour que nos décisions collectives soient véritablement sources de changement, chacun doit se responsabiliser et percevoir l'intérêt collectif dans ses choix individuels. En tant qu'enfant ou parent, qu'employeur ou employé, chacun doit faire les choix et les actions qui construiront ce dialogue. Surtout, une révision de nos mentalités collectives, autant dans nos vies personnelles que professionnelles, est nécessaire. Il suffit de penser et d'agir différemment. L'action s'impose.

Chose certaine, nous devons instaurer au sein de nos institutions, de nos entreprises, de nos communautés et de notre vie politique la reconnaissance mutuelle de l'apport de chaque génération à l'avancement de notre société. Ce n'est qu'avec cette reconnaissance que nous pourrions nous mobiliser pour affronter les défis à venir. C'est grâce à cette vision intergénérationnelle que nous nous adapterons aux changements inévitables qui surviendront. Bref, il faut empêcher à tout prix que la vieillesse de notre société entraîne celle de ses idées.

Mélanie Joly, Stéphanie Raymond-Bougie, Paul St-Pierre Plamondon, Jean-François Bernier, Nicholas Cerminaro, Pierre-Antoine Fradet, Marc Jeannotte, Andréanne Michon, Caroline Nantel

Membres du conseil exécutif de Génération d'idées

QUESTIONS D'IMAGE

Un internaute bien ordinaire



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

En 20 ans, il a pris toute la place. Il occupe tous les esprits, conditionne désormais nos actes quotidiens. Impossible ou presque de lui échapper, le Web règne en roi et maître sur nos pauvres existences. En dix ans, il nous a réduits au rang de cyberesclave. La majorité d'entre nous ne peut plus s'en passer. Rien ne sera plus pareil, nous l'avions prévu. Il faudra s'adapter. Puisqu'il me faut muter, alors je mute.

De retour d'une semaine de vacances sans ordinateur, je découvre 227 courriels dans ma messagerie professionnelle. Pas des pourriels (ceux-là sont déjà filtrés), des courriels. Des gens qui m'ont écrit et qui, pour la plupart, attendent une réponse ou un signe de moi. Je suis consterné, mais pas surpris. Mon quotidien est ainsi fait. Certains messages étaient urgents, d'autres simplement informatifs, certains quasiment inutiles. Pour aller à l'essentiel, ma tête a donc appris à trier le bon grain de l'ivraie. J'ai ainsi répondu à une bonne douzaine d'entre eux. Pas le choix, c'est comme ça. Et au fil des semaines et des jours, je vis ma cyberexistence au mieux de ma capacité. Elle a certes ses limites. Mais elle s'en accommode aussi parfois avec bonheur.

Au fur et à mesure de notre cohabitation oblige, j'ai transformé radicalement ma relation avec le Web. J'ai d'abord résisté. Par principe sans doute, mais également par inadaptation à l'effort qu'il m'imposait. Une posture mentale contre nature dans mon cas. De tempérament plutôt posé, je fais partie de ces individus qui ont besoin de réfléchir avant d'agir. Question de génération, question d'éducation, question de rythme également. Vous l'aurez compris et, je sais que je ne suis pas le seul, j'ai passablement souffert de l'intrusion délicate de ce Big Brother dans ma vie personnelle et professionnelle. Mais il m'est rapidement apparu que rien ne saurait résister à ce tsunami de civilisation. Il me serait par conséquent plus sage de faire avec, plutôt que de faire contre.

Mon premier constat fut de réaliser que mon rapport au temps avait changé. Le temps de la lecture, le temps de l'écriture, celui de la consultation de l'actualité et que, ne disposant que de 24 heures par jour, il me faudrait faire des choix. Puis, plus tard ma curiosité a pris le dessus, certains sites sont même devenus des repères indispensables, des amis presque. Ils me sont tellement familiers et utiles, que j'avoue qu'il me serait extrêmement difficile de m'en passer aujourd'hui. Ma consommation de médias a radicalement changé. Ou plus exactement mon temps de relation avec ces médias. La télévision — que je ne regardais guère auparavant — est devenue un petit luxe que je m'accorde à l'occasion en fin de semaine pour un documentaire et quelques nouvelles. L'écoute de la radio s'est confinée à ma voiture. Et j'avoue passer moins de temps à lire mes journaux chaque jour (sauf *Le Devoir*) pour me réserver davantage de temps le week-end pour la lecture des autres journaux. Par contre, je consomme une multitude d'autres titres sur la Toile, *Libération*, *Le Monde*, *Les Affaires*, *Les Échos*, les magazines professionnels, des titres étrangers aussi ainsi que les sites de nouvelles des principales chaînes de télévision. En fait, j'ingurgite plus de nouvelles que jadis. Je ne suis pas moins informé, au contraire, mais je me focalise sur les sujets qui m'intéressent davantage. Au cybermarché de l'information, je pratique désormais des choix très sélectifs.

Mais ma vie a changé cependant. Je prépare mes voyages sur le Web — ce que j'adore faire. Je le fais avec minutie et je visite abondamment les lieux qui me font rêver, les chambres d'hôtel, je consulte même les menus des restos que je compte visiter. Je me repère sur Google Earth et Google Maps, m'éduque sur Wikipédia. Puis, je réserve, négocie et commerce en ligne. Comme beaucoup de gens, je participe à des blogues divers. Et ce n'est pas tout, je suis devenu adepte de Facebook et de quelques autres clubs sociaux. J'y converse avec des amis, échange des idées avec mes étudiants, mes confrères, mes enfants, bref je fais désormais partie d'une ou de plusieurs communautés, en relation avec des gens que je ne côtoyais jadis qu'à l'occasion. Il me serait malhonnête de ne pas confesser le malin plaisir que je prends à cela. Je me suis fait prendre à ma propre curiosité.

Big Brother m'a-t-il phagocyté? Ou me suis-je pris dans la Toile que je me suis tendue moi-même? Je crois qu'il y a un peu des deux. Mais une chose est certaine. J'apprivoise au fil des jours les immenses possibilités de ce monde virtuel, avec moins d'angoisse que jadis. Je ne me sens ni moins bon ni meilleur. Je sens seulement que je m'adapte moi aussi à une technologie devenue incontournable. Et vous?

Je suis un internaute ben ordinaire, chanterait Charlebois.

Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images.

Reconstitution de la bataille des plaines d'Abraham

Quel courage intellectuel?

YVES TREMBLAY
Gatineau

À Michel David au sujet de sa chronique du 27 janvier

Cher Monsieur, votre commentaire au sujet de la reconstitution de la bataille des plaines d'Abraham, l'été prochain à Québec, m'a fait tiquer. A vous suivre, l'événement prévu par la Commission des champs de bataille pour souligner le 250^e anniversaire de la bataille de Québec serait une occasion de propagande fédérale que seuls des colonisés manquent de reconnaître. Ayons donc le courage, c'est le mot que vous employez, de le dénoncer.

Trois choses clochent dans votre papier. Premièrement, vous sous-estimez un phénomène sur lequel mise la Commission et qui est en soi une raison suffisante pour expliquer son entêtement à aller de l'avant. En quelques mots, voici de quoi il s'agit: depuis plusieurs décennies, le «re-enactment» de batailles plus ou moins connues est devenu un passe-temps vivement suivi dans certains pays européens, Russie et France (oui!) comprises, ainsi qu'aux États-Unis. Les batailles d'avant le XX^e siècle ont la préférence, peut-être parce qu'elles ne mettent pas en scène de gros engins mécaniques, peut-être parce que l'on s'y batte en vue les uns des autres et peut-être surtout parce que dans ces époques révolues les costumes étaient colorés, les accessoires fantaisistes et les armes brillantes.

Les Américains sont particulièrement entichés d'une bataille pour laquelle a été organisé un spectacle d'amateurs à grand déploiement en 2008 (ce n'était pas une première), la bataille de Ticonderoga, que les Français appellent Carillon, sur le portage entre les lacs George et Cham-

plain, la voie d'invasion la plus directe vers Montréal. On célèbre le 250^e anniversaire d'une remarquable victoire de 3000 ou 4000 Français, avec peu de Canadiens et d'Amérindiens, sur 15 000 ou 17 000 Anglais, dont 6000 réguliers britanniques et 10 000 membres des armées provinciales des colonies américaines. Les soldats provinciaux américains firent très mauvaise figure, pour rester poli. Alors, pourquoi les descendants d'Américains battus à plates coutures par les ancêtres de mangeurs de grenouilles y dépensent-ils des sommes folles en costumes et autres répliques, sans compter les frais de voyage, en plus d'y consacrer souvent toutes leurs heures de loisir? Parce qu'ils sont colonisés? Bien sûr que non. Ce sont plutôt des passionnés d'une forme d'histoire ludique dont l'un des aspects les plus positifs est qu'il faut se documenter sérieusement pour la pratiquer, et plus sur les mœurs que sur la tactique. (En passant, le fleurdelisé est une variation d'une «bannière de Carillon».)

Logiquement, leur prochain rendez-vous est Québec à l'été 2009. Ce sont ces mêmes Américains qui fournissent les gros effectifs côté anglais et côté français, d'où l'intérêt touristique de la Commission des champs de bataille, de la Ville de Québec et des commerçants de cette ville.

Ce qui m'amène à ma deuxième objection. Qu'est-ce que le courage vient faire là-dedans? Courage intellectuel? Mais de quel courage intellectuel une députée indépendantiste doit-elle faire preuve pour dénoncer une institution fédérale? C'est son pain quotidien, et elle est bien payée pour cela, sans courir de risque personnel ou médiatique. Denis Vaugeois paye d'ailleurs un peu cher le tarif médiatique dans votre commentaire, car il n'a pas la sensibilité que vous attendez d'un ancien ministre de Lévesque. Pour le mettre en minorité, vous citez deux énergumènes histo-

riens qui n'y connaissent rien quand on les compare à M. aVaugeois. C'est un procédé journalistique bien peu digne... En fait, si quel'un manifeste du courage en cette affaire, c'est le fonctionnaire fédéral qui défend un projet touristique instructif ou le maire qui tente de profiter d'une manne passagère. Ramer dans le sens de la majorité de l'establishment culturel québécois n'exige pas, à mon avis, grand courage intellectuel.

Finalement, votre argument essentiel c'est que l'on ne devrait pas commémorer une défaite. Là, vous errez complètement, parce qu'au moins depuis les années 1920 on ne commémore plus les victoires dans tout l'Occident. Si *Le Devoir* couvrirait avec plus de sérieux et d'impartialité les cérémonies du 11 novembre, vous sauriez que ce n'est pas la victoire qui est rappelée, mais les sacrifices et les souffrances des combattants et de leurs proches. C'est la même raison qui fait que l'autre bataille souvent commémorée au Québec est Dieppe, encore une défaite... Si en dehors de l'aspect ludique il y a un sens à commémorer une défaite comme 1759, c'est bien celui des sacrifices qui ont contribué à fonder le pays du Québec.

Réponse du chroniqueur

Je ne vois pas en quoi la nationalité des figurants est pertinente au débat. S'il y a des Américains qui aiment jouer aux petits soldats, c'est leur affaire. L'histoire américaine est suffisamment riche en massacres pour meubler leurs loisirs. D'autre part, il n'y a aucun courage à dénoncer la reconstitution d'une bataille qui a entraîné la fin de la présence française en Amérique et dont les conséquences se font toujours sentir. C'est simplement une question de dignité et de bon sens.

Michel David

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairendrée Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutsic (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies) ; Michel Gagné (caricatures) ; Michèle Malenfant et Christine Dumazet (corrections) ; Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Bolin et Vincent Cauchy (commun Internet) ; Angèle Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; David Dumouchel et Éliane Plamondon-Ennord (commun à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéclol (Québec), Monique Bhière (Ottawa) ; PUBLICITÉ Julie Chénier (directrice adjointe), Angèle Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bosse, Manon Boillard, Marlene Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermatis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Belliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

Des propos difficiles à entendre, mais qui n'en demeurent pas moins vrais, insiste-t-elle. Décue des quiproquos et des accusations de manque de transparence à l'égard du processus de sélection, elle a profité d'une entrevue avec *Le Devoir* pour remettre les pendules à l'heure.

Selon la D^{re} Authier, si des postes de résidents en médecine familiale demeurent vacants après les deux tours du processus de sélection, c'est qu'il n'y aura pas eu suffisamment de candidats compétents qui auront choisi ce domaine de pratique. «*Mon travail est de premièrement choisir les candidats qui sont les plus aptes à réussir cette résidence dans un temps moyen. Ensuite, je dois tenir compte de la capacité d'accueil*», a expliqué la D^{re} Authier. «*Les médecins diplômés à l'étranger nécessitent un encadrement plus grand que nos externes québécois. J'accepte donc d'avoir des postes vides soit parce que je n'ai pas les candidats du niveau qu'il faut ou soit parce que je n'ai pas les ressources pour les encadrer adéquatement*», affirme-t-elle.

Louise Authier comprend le découragement des MDE qui, parce qu'ils ont réussi tous les tests exigés et obtenu les équivalences du Collège des médecins, s'attendent à être choisis. «*Mais on reçoit des candidats en entrevue qui n'ont pas pratiqué depuis dix ans*!», rappelle-t-elle en ajoutant que le site Internet de son département indique bien que la préférence est donnée aux médecins ayant moins de quatre ans d'éloignement de la pratique. Elle s'interroge également sur la pertinence des examens du Collège des médecins. «*L'examen du Collège n'est pas au niveau attendu. Il le sait, mais ne le dira pas*», dit-elle en précisant qu'à partir de l'année prochaine, les examens seront effectués par le Conseil médical du Canada. «*Nous souhaitons vivement que ce soit mieux*».

Fermer l'immigration?

L'an dernier, les universités avaient été blâmées parce que plusieurs médecins étrangers n'avaient même pas été convoqués aux entrevues. Le gouvernement leur a fait promettre de rectifier le tir pour le processus de sélection 2009. Ainsi, quelque 130 MDE ont été conviés. Une perte de temps et d'argent, estime la D^{re} Authier. «*On a dû engager deux fois plus d'enseignants. Notre personnel a mis des heures et des heures à étudier des dossiers et à préparer des résumés de candidatures. Mais ça ne va rien changer*», avance-t-elle. Mme Authier croit fermement que pas plus de dix MDE seront acceptés en résidence dans chacune des trois universités. Les postulants en ont d'ailleurs été avisés avant de passer l'entrevue. Pourquoi réduire ainsi leurs espoirs de réussir? «*Parce qu'ils nous l'ont demandé et par souci de transparence*», souligne-t-elle en ajoutant que d'année en année, le nombre d'acceptations ne dépasse jamais dix pour son institution.

Pour la D^{re} Authier, il est grand temps d'arrêter de raconter des histoires aux immigrants. «*Il faut fermer les vannes de l'immigration et être clairs avec les candidats sur leurs possibilités réelles de faire de la médecine au Québec*», soutient-elle. «*Car nous n'aurons pas les ressources suffisantes pour les recevoir. On est en pénurie de médecins et donc en pénurie d'enseignants, et les cohortes d'étudiants ont plus que doublé dans les dernières années. Nous avons déjà une surcharge à tous les niveaux*», a-t-elle poursuivi.

Le président de la Coalition des associations de médecins diplômés à l'étranger, Comlan Amouzou, en a assez de se faire «*tenir le même discours depuis plus de 30 ans*». «*Le problème, ici, c'est que les médecins sont payés à l'acte. Leur but est de voir le plus grand nombre de patients possible et ils n'ont plus de temps pour former les nouveaux médecins*», avance-t-il. «*Les médecins qui arrivent de l'étranger ne coûtent rien au système parce qu'ils ont déjà leur formation. Pourquoi ne pas les mettre plus rapidement dans un programme de stage?*»

Le Devoir

EN BREF

Tunnel à réaménager

En cas d'incendie dans le pont-tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine, environ 30 % de la fumée est aspirée par les corridors d'évacuation que doivent emprunter les automobilistes, a appris Radio-Canada. Même s'il indique avoir mis en place tous les dispositifs de sécurité nécessaires pour éviter une catastrophe comparable à celle du Mont-Blanc, où 39 personnes avaient perdu la vie en mars 1999, le ministère des Transports entend améliorer les procédures d'évacuation du pont-tunnel en cas d'incendie. «*On a neuf options de réaménagement de cette galerie centrale. Une des options est de construire un autre tunnel dans le tunnel, un tunnel qui est destiné seulement à l'évacuation des gens*», a affirmé à Radio-Canada Alexandre Debs, du ministère des Transports. — *Le Devoir*

Rectificatif

Contrairement à ce qui a été évoqué dans l'article de Stéphane Baillargeon, «*Devant l'abject*», publié dans *Le Devoir* du samedi 31 janvier 2009, le professeur André Habib, de l'Université de Montréal, ne prépare pas un livre sur la pièce *Lortie*, de Pierre Lefebvre. Il a plutôt réalisé un entretien avec l'auteur de la pièce qui sera publié au mois de février dans la revue *Hors champ*. M. Lefebvre y aborde, entre autres choses, la relation entre cinéma et théâtre, notamment en ce qui a trait au film *Polytechnique*.

FUIR L'AFRIQUE



DARRIN ZAMMIT LUPI REUTERS

ENTASSÉS sur un bateau de pêche vétuste, quelque 300 immigrants nord-africains ont débarqué hier dans le port de Marsaxlokk, sur la côte sud de l'île de Malte. Ils ont tenté de se disperser et de se cacher dans les terres, mais ont rapidement été encerclés par des policiers et des soldats. Il s'agit de la plus importante arrivée de clandestins dans le plus petit État de l'Union européenne depuis l'été 2007. En janvier, 162 migrants avaient été secourus en mer par la marine maltaise. Plus de la moitié des 67 000 personnes qui ont traversé la Méditerranée pour demander l'asile en Europe en 2008 sont arrivées en Italie et à Malte, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

MILLAU

SUITE DE LA PAGE 1

vraies et relativement simples. C'est normal. En période d'incertitudes, on veut se raccrocher à des certitudes. En cuisine, ce sont celles qui nous plongent dans nos souvenirs d'enfance ou qui nous rappellent les bons repas pris en famille.»

Des travers sur le gril

La chose est d'ailleurs envisagée avec ravissement par Christian Millau, qui dit en avoir soupé des «*grands restaurants guindés où l'on s'ennuie*», leur préférant des «*maisons honnêtes*» où «*la cuisine est mangeable et où l'on se sent bien*». L'ancien critique, témoin privilégié d'un demi-siècle d'histoire de la gastronomie, se délecte aussi de voir l'époque souffler fort sur plusieurs travers du monde de la restauration. Travers dont il se gausse dans son dictionnaire liant sur plus de 700 pages une sauce faite de souvenirs d'un vieux combattant de la médiocrité, d'hommage à la bonne bouffe et de petits coups de varlope sur les fâcheux du milieu.

Sur le gril, Christian Millau place d'ailleurs le mariage tenace, célébré dans les dernières années, entre les attachés de presse et la gastronomie, à l'origine, selon lui, de plusieurs dérives. L'une d'elles est sans doute la surmédiation de certains chefs pour des raisons bassement pécuniaires. «*C'est facile à comprendre: les grands restaurants sont la propriété d'importantes chaînes hôtelières qui se servent des chefs médiatiques pour leur publicité*», résume-t-il. Au XIX^e siècle, les milliardaires se payaient des danseuses pour attirer les foules dans leurs établissements. Aujourd'hui, les danseuses, ce sont des chefs.

Même si la cuisine qui en résulte «*n'est pas mauvaise pour autant*», cette «*pipolisation*» de cuistots, comme disent les Français, n'est pas toujours heureuse. «*Car, comme pour le spectacle, elle est parfois excessive pour*

des talents médiocres», dit le critique, sans toutefois lâcher de noms. «*Elle a aussi tendance à stimuler les phénomènes de modes gastronomiques*» qui prêteraient souvent à rire, selon lui.

«*Pour qu'on parle d'eux, les jeunes chefs se lancent dans la cuisine moléculaire ou annoncent qu'on va manger avec les doigts*», résume Christian Millau. C'est très divertissant, comme les bulles de champagne, mais ça ne va pas très loin. Et la majorité des chefs, y compris ceux qui alimentent ces modes, «*ne prennent d'ailleurs pas ça au sérieux*».

«Des trucs à la con»

Critique envers la cuisine moléculaire qui a fait les beaux jours du chef espagnol Ferran Adrià ou encore du Français Pierre Gagnaire — «*c'est de la cuisine pompe à vélo. Ça fait découvrir des choses, mais je n'y crois pas. On va en revenir*» —, le gastronome l'est aussi devant les palmarès de

«*Moi, j'ai de la difficulté à dire quel est le meilleur restaurant de mon quartier. Je ne vois pas comment on peut établir les 50 meilleurs du monde.*»

restaurants, qui prolifèrent par les temps qui courent, pour définir par exemple les 50 meilleures tables du monde ou les 10 meilleurs chefs de la planète.

«*C'est des trucs à la con*», lance-t-il en évoquant le célèbre classement de la revue britannique *Restaurant*. Un classement qui, selon lui, sent «*la combine commerciale*» et repose sur une «*méthodologie discutable*», le jury n'étant pas formé de professionnels. «*Les gens prennent ça au sérieux, mais ça ne l'est pas. Moi, j'ai de la difficulté à dire quel est le meilleur restaurant de mon quartier. Je ne vois pas comment on peut établir les 50 meilleurs du monde.*»

Intraitable sur le marketing de la gastronomie, Christian Millau l'est aussi sur les enflures verbales de certaines cartes qui, pour impressionner la galerie, semblent souvent

dans le ridicule. La «*brume matinale d'un rouge au jus de sarrasin torréfié, facette d'une pulpeuse tomate liée de boulgour*», qu'il a un jour croisée dans un restaurant, en fait partie. Tout comme, d'ailleurs, cet établissement qui annonçait pompeusement que son «*chef autodidacte et inspiré*» [privilegiait] l'instant de la modernité. «*Tout ça est grotesque*», lance Christian Millau. Trouve-t-on vraiment du plaisir à manger des choses quand on ne sait pas ce que c'est?

Effet pervers d'une banalisation de la gastronomie — «*le talent s'étant généralisé un peu partout, il étonne moins. Et dans ce contexte, il faut se démarquer*» —, cette quête de la «*branchitude*» vivrait toutefois ses dernières heures, «*parce qu'on ne peut plus abuser de la crédulité des consommateurs*», dit-il. Et ce, autant sur le terrain originel de la gastronomie, la France, qu'ailleurs dans le monde où désormais cette gastronomie trouve facilement une voie.

Car, autre signe d'un grand changement, «*c'est la fin de la suprématie de la gastronomie française*», lance Christian Millau,

qui dit savoir qu'«*au Québec, vous avez une floraison de bonnes maisons et de talents, d'après ce que j'ai entendu dire. Pendant longtemps, c'étaient les chefs français et leurs spécialités qui s'imposaient sur la planète. Mais, aujourd'hui, le monde a évolué. On retrouve de très bons chefs américains, canadiens, espagnols, italiens, chinois... et même anglais, c'est pour dire! Et c'est très bien comme ça.*»

Des chefs qui, d'ailleurs, en respirant fort l'air du temps, sur tous les continents, devraient ensemble «*remettre de bons principes*» dans leur gastronomie. Une gastronomie qui, comme à l'époque de la nouvelle cuisine, semble vouloir rêver à nouveau d'une infusion de sagesse pour poursuivre son évolution, conclut-il.

Le Devoir

WAL-MART

SUITE DE LA PAGE 1

magasin, notamment sur le thème voulant que «*des camions ont été commandés pour vider la succursale dans quelques jours*». Rien de nouveau. Quant au moral à l'intérieur du magasin, il est bon, disent des employés. Il y a parfois de l'intimidation, mais, encore là, rien de nouveau.

Que ferait Québec?

À Québec, on marche sur des œufs. La fermeture du Wal-Mart de Jonquière, en avril 2005, avait fait le tour du monde. Une entreprise à tout fait le droit de fermer une succursale ou une usine, mais, dans un contexte de syndicalisation, elle doit démontrer qu'il y a une autre raison. D'ailleurs, la Cour suprême s'est penchée sur cet épisode il y a une semaine et demie et rendra une décision au cours des prochains mois.

À l'époque de Jonquière, le ministre du Travail, Michel Després, avait plaidé l'impuissance. «*Je ne peux pas empêcher une entreprise de prendre une décision sur une base d'affaires*», avait-il affirmé en 2005. Cette fois-ci, que ferait Québec si Wal-Mart fermait un deuxième magasin? «*On verra*», a récemment indiqué l'actuel ministre du Travail, David Whissell, lors d'un entretien téléphonique. «*Commençons par voir la décision, et on verra après.*»

À quoi ressemblera la convention? Tout ce que l'on sait, pour l'instant, c'est que le contrat de travail sera de deux ans. Ce que l'on sait, aussi, c'est que lorsque M^{re} Corriveau a imposé une convention collective pour l'atelier mécanique de Wal-Mart à Gatineau, en août 2008, l'atelier a fermé ses portes deux mois plus tard. Cinq employés et un gérant ont été touchés. La convention était «*irréaliste*», selon Wal-Mart.

Les salaires

Un gros morceau de l'argumentaire syndical à Saint-Hyacinthe concerne les salaires. La section locale 501 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) veut que la rémunération évolue selon le nombre d'heures qu'effectue un employé. On affirme qu'actuellement, aucun employé, même ceux qui travaillent depuis plus de dix ans, n'a touché l'échelon supérieur.

Le syndicat affirme qu'il ne veut pas calquer les salaires des employés de Wal-Mart sur ceux de Maxi et Cie, son point de référence. Mais, avec le nouveau système, pour chaque tranche de 500 heures de travail, un employé gagnerait 30 ¢ de plus l'heure. Au bout de cinq ans et demi, un employé à temps plein arriverait au dernier échelon. Un employé à temps partiel aurait besoin d'environ sept ans et demi. «*Est-ce déraisonnable?*», a demandé un des avocats du syndicat, M^{re} Claude Leblanc, lors de sa plaidoirie du 19 décembre 2008.

Du côté de Wal-Mart, on préfère le système actuel, qui repose sur un système d'évaluation annuelle pour déterminer l'augmentation salariale de l'employé. Les avocats de Wal-Mart ont affirmé à l'arbitre que, de toute manière, les employés bénéficient d'une garantie de 20 ¢ par année et que, de manière générale, avec les évaluations, la moyenne atteint 34 ¢.

Là où le syndicat et la direction divergent complètement, c'est dans le choix d'un magasin comparable à Wal-Mart. Le syndicat affirme qu'il s'agit de Maxi et Cie, puisque Wal-Mart vend de plus en plus de biens comestibles. La compagnie opte pour Zellers, son argument étant que Wal-Mart est essentiellement un commerce de biens durables.

Pour ce faire, chaque partie a fait témoigner un professeur d'université. Et chaque partie, dans sa plaidoirie, s'est efforcée à miner la crédibilité de l'expert de l'autre. Aux yeux des TUAC, l'experte amenée par Wal-Mart, JoAnne Labrecque, n'est pas crédible parce que son témoignage en faveur de Zellers contredit ses écrits passés. Aux yeux de Wal-Mart, la méthode de travail de l'expert amené par les TUAC, Stéphane Maisonnas, professeur à l'UQAM, est loin d'être parfaite.

En toile de fond, il y a la loi québécoise. Wal-Mart a souvent critiqué le mode de syndicalisation que permet le Québec, c'est-à-dire par signature de cartes. La compagnie préfère le vote secret. Mais le gouvernement Charest n'a aucune intention de changer les règles, comme l'a fait la Saskatchewan l'an dernier en abolissant l'accréditation par signatures. Le ministre Whissell est catégorique. «*Wal-Mart a droit à son opinion*», dit-il. «*Il n'y a aucun plan visant à revoir le système d'accréditation.*»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jovier de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Bechard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0838, Dépôt légal. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390